

# Différences

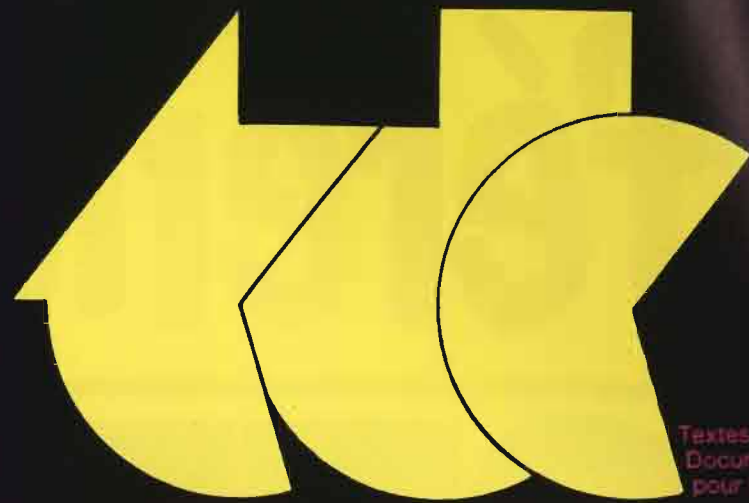
# ALGERIE

chronique des années de paix



EXCLUSIF

**henri alleg / jean-pierre cot**  
**gisèle halimi / alain savary**  
**michèle maillet**



Textes et Documents pour la classe

La revue présente chaque semaine un dossier sur un thème précis :

La science-fiction,  
Les Droits de l'Homme,  
Dessine-moi une vache,  
La forêt,  
etc.

Faites le point avec des documents écrits et une iconographie de qualité.

Pour souscrire un abonnement :	Tarif annuel (35 numéros par an)	
C.N.D.P. Abonnements B.P. 107 05 75224 Paris Cedex 05	Départements continentaux Étranger	124,00 147,00

Ne joindre aucun titre de paiement, une facture sera envoyée.



# POUR SORTIR DES BLOCAGES

**L**a sortie du blocage des prix et des salaires ne nous laisse pas indifférents. Mais nous parlons ici d'autres blocages, qui verrouillent les relations humaines, et depuis des millénaires ceux-là : oui, comment en sortir ?

A vrai dire, entre difficultés économiques et racisme, des rapports évidents existent. Quand on est au chômage, quand on tire le diable par la queue, la tentation est forte, c'est connu, d'en rendre responsables des groupes définis par une différence apparente mais, en fait, pas mieux lotis. Ce réflexe à fleur de peau dispense d'une analyse, d'une action cohérente, et il s'est souvent trouvé des gouvernants pour encourager pareilles méprises, afin de détourner d'eux mécontentements et contestations. Ce n'est heureusement plus le cas aujourd'hui, en France. Pourtant, de tenaces habitudes persistent dans bien des esprits : en cette période pré-électorale, les candidats ne manquent pas pour les flatter. D'autant plus que subsistent, avec la crise, outre les questions lancinantes de l'emploi et du pouvoir d'achat, les carences de l'habitat, l'inadaptation de l'école, la fragilité des acquis sociaux, l'insécurité quotidienne... Il y a là des blocages de taille, pesant sur les mentalités, dont doivent tenir compte tous ceux - éducateurs, médias, pouvoirs publics - qui voudraient abolir chez nos contemporains, par les arguments de la raison et du cœur, la perception stéréotypée, hostile et apeurée de l'Autre.

Parce que les attitudes racistes visent avant tout les Maghrébins, une autre constatation, ravivée par l'actualité, nous interpelle : alors que partout l'on honore Pierre Mendès-France, l'un des pionniers de la décolonisation, les Français n'en finissent pas de sortir la guerre d'Algérie. Le débat d'aujourd'hui porte moins sur la classification et le montant de la retraite d'un quarteron de généraux, que sur la façon d'apprécier les causes, la signification et l'issue de cet événement majeur de notre temps. Les peuples de France et d'Algérie ont politiquement tranché le problème depuis longtemps. Le blocage vient indéniablement de ceux qui n'ont rien oublié ni rien appris, factieux et auteurs d'actes criminels, complices conscients ou inconscients, victimes désespérément agrippées à des notions anachroniques comme aux débris d'un naufrage sur l'océan de l'Histoire. A leurs attitudes, à leurs propos, on voit clairement qu'une amnistie sans restriction serait pour nombre d'entre eux, non pas l'occasion d'une réflexion renouvelée, au moins d'un doute, mais au contraire, l'insolente confirmation de leurs fantasmes agressifs. Or, que vaudrait une « réconciliation » à sens unique, fondée sur la négation du progrès et au détriment des principes républicains ? Que représenterait l'apaisement s'il ne permettait pas qu'entre les adversaires d'hier, la compréhension mutuelle se substitue enfin aux haines et aux violences ? Une loi ne saurait y conduire.

Sortir des blocages, quels qu'ils soient, implique un effort de justice et de lucidité. S'agissant aussi bien des gens qui partagent notre vie que de ceux dont nous sommes éloignés, quelle libération ce serait pour tous et pour chacun, combien l'avenir serait passionnant, si l'on cessait de tenir définitivement pour méprisable et sans droits quiconque est autrement. Si, à défaut de l'aimer comme soi-même, on le respectait comme il est.

Albert LEVY

**PENSEZ-Y DES MAINTENANT**

**vous avez des amis  
offrez-leur un cadeau  
qui durera UN AN !  
ABONNEZ-LES à Différences**



IVAN

**VOUS AVEZ :**

**1 AMI,**  
faites-lui connaître Différences pour 120 F seulement (au lieu de 150 F)

**2 AMIS,**  
partagez avec eux le plaisir de recevoir chaque mois Différences, au tarif préférentiel de 100 F

**3 AMIS,**  
ne les laissez pas plus longtemps dans l'ignorance de Différences, pour le prix exceptionnel de 80 F l'abonnement.

**J'ABONNE**

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

**J'ABONNE AUSSI**

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

**J'ABONNE AUSSI**

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Je vous joins un chèque de  **120F** pour 1 abonnement  
 **200F** pour 2 abonnements  
 **240F** pour 3 abonnements

De la part de.....

Si vous voulez que vos amis sachent de qui vient le cadeau, indiquez votre nom ou joignez votre carte.

**Sommaire**

DIFFÉRENCES N° 17 - NOVEMBRE 82

POINT CHAUD **6**

**DES CHIFFRES ET DES ÊTRES**

Comment les autorités américaines calculent la race des citoyens.  
Robert PAC

ACTUALITÉ **10**

**LES FANFRELUCHES DU GOUVERNEUR**

Au Brésil, premières élections libres depuis 1964. Une drôle de campagne.  
Léo MARIN

ACTUALITÉ **13**

**LES LARMES AMÈRES DE BELFAST**

On ne parle plus de l'Irlande du Nord. Et pourtant...  
Michèle BONNECHÈRE

ACTUALITÉ **14**

**VIVRE EN LIEU DE VIE**

Une affaire de « ballets bleus » qui vient à point pour remettre en cause une expérience gênante.  
Anne SIZAIRE

ACTUALITÉ **15**

**IMMIGRÉS : PRIÈRE D'INSÉRER**

Les conclusions du groupe de travail sur l'expression des immigrés.  
Daniel CHAPUT

ACTUALITÉ **16**

**LA LONGUE ATTENTE DE CHTCHARANSKI**

L'informaticien soviétique emprisonné continue sa grève de la faim.  
Jean-Michel OLLÉ

EXPLIQUEZ-MOI **17**

**PMF ET L'ANTISÉMITISME**

Les attaques qu'il a subies au cours de sa carrière.  
Véronique MORTAIGNE

NOTRE TEMPS **18**

**LA SÉGRÉGATION EST DANS L'ESCALIER**

En attendant les conclusions de la commission Dudebout, une enquête sur le logement social.  
Alain RAUCHVARGER

RÉGIONALE **22**

**TOURS ET VAUTOURS DANS DREUX**

Une ville en proie à l'offensive du Front National  
Emile MURENE

CONNAITRE **26**

**ALGÉRIE, CHRONIQUE DES ANNÉES DE PAIX**

Vingt ans après, l'indépendance reste un combat de tous les jours. Une façon de célébrer l'anniversaire du début de la guerre de libération  
Jean-Pierre GARCIA

CULTURE **36**

**MARSEILLE, VUES SUR LA MER**

La grande exposition, L'Orient des Provençaux, inaugurée ces jours-ci, redonnera-t-elle à la ville le goût de l'ailleurs ?  
Jean ROCCIA

RÉFLEXION **38**

**LA TOLÉRANCE N'A PAS DE PAYS**

A l'occasion du voyage officiel du président de la République en Inde, une approche de la pensée hindoue.  
Renée DAVID

HISTOIRE **42**

**DES CHÈVRES DE CHEHODET AUX CAFÉS DE VIENNE**

La longue histoire du café.  
Monique CIPRUT

EN DÉBAT **44**

**LE RACISME EN CULOTTES COURTES**

Les enfants sont-ils aussi innocents qu'on le dit ?  
Alain SAVARY - Tony LAINE - André DRUBAY - Colette JACOB - André OULIAC

LA PAROLE A... **46**

**GISÈLE HALIMI**  
« Vivre avec ceux qui nous oppriment »

DIFFÉRENCES, magazine mensuel créé par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), édité par la Société des Editions Différences, 89 rue Oberkampf, 75011 Paris, tél. 806.88.33. Abonnement : 1 an : 150 F - 1 an à l'étranger : 180 F - 6 mois : 80 F - Étudiants et chômeurs : 1 an : 130 F - 6 mois : 70 F (joindre une photocopie de la carte d'étudiant ou de la carte de pointage). Soutien : 200 F. Abonnement d'honneur : 1 000 F. Vente à l'étranger : Algérie : 10 dinars, Belgique : 140 F. belges, Canada : 3 dollars, Portugal : 250 escudos. Directeur de la publication : Albert Lévy - Secrétaire de rédaction et maquettes : Francis Laurent - Service photos : Abdelhak Senna. Ont collaboré à ce numéro : Carmela Aloia, Dolorés Aloia, Michèle Bonnechère, Julien Boaz, Daniel Chaput, Monique Ciprut, Renée David, Jean-Pierre Garcia, Léo Marin, Véronique Mortaigne, Emile Murène, Jean-Michel Ollé, Robert Pac, Alain Rauchvarger, Jean Rocca, Ivan Sigg, Anne Sizaire, Yves Thoraval, Bruno Trajan. Administration : Khaled Debbah - Secrétariat : Danièle Simon - Promotion-Vente : Marie-Jeanne Salmon - Publicité : Différences - Imprimerie : EFIC, 17 rue Richer, 75009 Paris, tél. 824.45.15 - Diffusion : N.M.P.P. Numéro de commission paritaire : 63.634 - ISSN : 0247-9095.

# DES CHIFFRES

*A l'heure des élections américaines, une enquête sur les petits calculs de l'administration pour déterminer la race des citoyens.*

La presse américaine a rendu compte récemment de l'action en justice que mène Mrs Phipps, une femme de 48 ans, de Louisiane pour être reconnue légalement comme *blanche*. Elle s'est vue porter la mention *colored* sur un certificat de naissance qu'elle avait demandé, alors que, depuis sa venue au monde, elle se considérait comme *blanche*.

A la regarder, elle l'est pourtant. Mais l'administration, qui ne s'en laisse pas compter, a reconstitué son arbre généalogique et a découvert qu'il y a 222 ans, son arrière-arrière-arrière-grand-père avait épousé une esclave noire. Depuis 1970, l'Etat de Louisiane s'est doté d'une loi établissant qu'une personne possédant 1/32<sup>e</sup> de *sang noir* est classée *noir*. C'est déjà un progrès par rapport à la loi précédente qui prenait en compte simplement toute trace d'ascendance noire.

L'avocat de Mrs Phipps, argumentant sur cette base eut beau faire valoir qu'elle n'avait donc qu'1/128<sup>e</sup> de *sang noir*, rien n'y fit et il dut transiger à 1/32<sup>e</sup> ! Encore avait-il fallu admettre pour faire le calcul, que l'arrière-arrière-arrière-arrière-grand-mère avait du sang 100% noir dans les veines. Il y a des milliers de Louisianais qui ont des ancêtres noirs et qui paraissent *blancs* tout comme Mrs Phipps, et même plus qu'elle. Certains d'entre eux ont les yeux bleus et les cheveux blonds, en plus de la peau blanche. Ils sont classés *noirs* et ils l'acceptent. Beaucoup même sont fiers de leur

ascendance et ne choisissent pas de vivre dans la société blanche, alors qu'ils pourraient franchir la ligne.

Avec Mrs Phipps, on n'a pas affaire à une femme noire qui veut être reconnue comme *blanche* mais à une femme blanche qui ne veut pas être classée *noir*, tous simplement parce que c'est immensément plus avantageux d'être *blanc* que *noir* dans la société américaine.

Le cœur se soulève devant cette arithmétique absurde. Tant que leur *race* sera mentionnée sur les papiers officiels des citoyens américains, il faudra se livrer à ces petits calculs. Pourtant généticiens, anthropologues, et même certains antiracistes admettent implicitement cette division qui définit comme *noir* quiconque possède une goutte de *sang noir*. Sur quelle vérité scientifique se base-t-on pour décider que l'enfant issu d'un couple mixte est *noir* plutôt que *blanc* ?

Surtout que le racisme sait manier l'arithmétique inverse lorsque cela l'arrange. Pour rester aux Etats-Unis, on constate par exemple que, lorsqu'on veut préserver la pureté de la *race* blanche et isoler les Noirs, on applique les théories contre lesquelles se bat Mrs Phipps ; mais lorsqu'on veut faire disparaître un groupe, on agit à l'opposé. Il suffit, par exemple, qu'un Indien ait une seule goutte de *sang blanc* dans les veines pour qu'il se voit classer métis et perde les droits nationaux qui sont attachés à la spécialité indienne. Au Canada, en vertu



Sur tous ces papiers, cette mention : colored.



Cherchez l'erreur...

# ET DES ÊTRES

de l'*Indian Act* de 1876, n'est considéré comme Indien que celui qui est *inscrit* par les services concernés. Ainsi, une femme cesse d'être indienne si elle épouse un non-Indien et ses enfants seront métis. Les mesures restrictives de cette loi ont été encore renforcées par les modifications apportées en septembre 1951. Résultat, on ne compte officiellement au Canada que 300 000 Indiens *inscrits* alors qu'en réalité il y en a plus d'un million, *non-inscrits* ou métis, qui revendiquent leur identité.

En Virginie, une loi de 1924 établissait que toute personne ayant plus de 1/16<sup>e</sup> d'ascendance indienne était déclarée telle et ne pouvait appartenir à la société blanche. De plus, la moindre *trace* d'ascendance

africaine suffisait à la classer *colored*, à moins de vivre dans une réserve (il y en avait seulement deux en Virginie, une de 50 acres et l'autre de 1000).

Là encore, l'intention était clairement d'ôter à l'Indien son identité pour le fonder dans la sous-classe des *colored*, sans revendications d'identité nationale. Cette intention demeure aujourd'hui.

Bébé Doc, à Haïti, a bien compris les leçons d'arithmétique de l'oncle Sam. Un livre de propagande donnait la classification des êtres selon la proportion de *sang noir* qu'ils ont : à 8/8<sup>e</sup> de *sang blanc*, pas de problème, on est blanc. A 0/8<sup>e</sup>, on est officiellement noir. Entre les deux, par importance croissante de *sang noir*, on est sang-mêlé, quart-

ron, mulâtre, marabout ou griffe. En Amérique *latine* où les classifications raciales correspondent souvent à des positions différentes dans l'échelle sociale, les pouvoirs en place exacerbent ces différences pour leur plus grand profit. Les mouvements indiens ont compris le piège et ont considérablement évolué sur cette question dans la dernière décennie. Ils ont abandonné leur ostracisme passé vis-à-vis des métis et considèrent maintenant qu'un sang-mêlé qui adopte pour vivre la culture et la spiritualité indienne appartient à leur peuple.

Il y a ainsi des millions d'individus sur le continent américain qui se sentent indiens, alors que cette qualité leur est refusée aux Etats-Unis, au Ca-

nada, au Mexique, au Salvador, Honduras, Brésil... Beaucoup sont organisés en communautés et même en tribus. Malgré cela, les gouvernements en place ignorent ces groupes ou affirment qu'ils sont *intégrés*, quand ils ne les font pas disparaître sur le papier.

L'arithmétique des racistes, qui manipulent si bien les fractions, ne peut cependant échapper à la solution qu'on apprend sur les bancs de l'école : la réduction au même dénominateur commun, c'est-à-dire à la lutte unie de tous les hommes de toutes origines pour un monde où ils pourront vivre en harmonie sans perdre leur identité nationale et culturelle.

Robert PAC



**Le ton monte au Roraima brésilien. La grande prairie vit à l'heure des élections et de la conquête par les fazenderos.**

# LES FRANFRELUCHES DU GOUVERNEUR

On l'a baptisée « *la caravane du bonheur* ». Ottomar, le gouverneur du Roraima — un territoire fédéral qui deviendra bientôt un Etat à part entière — parcourt ce Far-West brésilien situé à l'extrême Nord et peuplé de trente mille Indiens et d'autant de *Fazenderos*, véritables cow-boys originaires des autres Etats, avec une longue suite de jeeps et de paquets-ca-deaux. Les premières élections « *libres* », en principe du moins, depuis le coup d'Etat militaire de 1964, ont lieu en novembre. La campagne électorale bat déjà son plein. Pour une fois toutes les voix comptent, même celles des Makuxi, des Wapixana, des Yanomani et des autres *Indios* du Roraima. Mais si la silhouette du gouverneur se voit de plus en plus fréquemment, les foules ne sont pas toujours au rendez-vous. Ottomar a alors cru bon de les faire venir par tous les moyens. Hommes de main avec camions embarquent la population des *Malocas*, les villages indiens, pour les placer le long du parcours de la caravane. Et pour convaincre les plus réticents on promet que des hamacs tout neufs seront distribués gratuitement. Tout était donc prêt, à Surumù, un village faisant fonction de sous-préfecture dans le nord-ouest du territoire. Otto-

mar était déjà là, fin décembre 81, avec sa suite, mais il n'a pas attendu l'arrivée des camions. Il était pressé. Lorsqu'ils sont arrivés, il ne restait plus que la suite et les hamacs avaient disparus. On distribua donc des bonbons et des jouets. Et les « *foules* » indiennes sont rentrées au village, enragées, avec dans leurs poches, téléphones en plastique et autres franfreluches...

## Quatre kilomètres en morceaux de trois mètres

On parlait encore de cette « *caravane de malheur* », toujours à Surumù, lors de la réunion annuelle des *tuxuaua* (chefs). Pour une fois ceux-ci ont accepté qu'un journaliste assiste à leurs discussions très animées. « *Lorsque le Blanc est arrivé sur nos terres, l'Indien a pensé que Dieu avait décidé de lui rendre visite. Car le Blanc a tout, alors que l'Indien n'a rien. Mais le Blanc nous a volé nos terres, et l'Indien ne peut plus chasser. Le Blanc a dit que les meilleurs terres et les poissons des rivières étaient à lui. Il a apporté les maladies et tendu des pièges à nos femmes. Et lorsque l'Indien s'est révolté, il a tué nos aïeux. C'est pour cela que l'Indien a compris que le Dieu des Blancs était méchant.* »

A sa manière, le chef Gabriel résume parfaitement la situation. D'autres lui succèdent.

Un jeune raconte qu'un *Fazendero* lui a brûlé sa maison, un second, que tout ce qu'il avait planté a été arraché par des hommes de main d'un cow-boy. Agostinho, un chef qui ne mache pas ses mots, explique à son tour que lorsqu'il s'est aperçu que le Blanc entourait des terres indiennes de fil de fer barbelé, en une nuit, sur quatre kilomètres, il a soigneusement découpé cette clôture en morceaux de trois mètres.

Un autre chef annonce qu'il est aussi décidé à riposter. Le *Fazendero* n'acceptant pas qu'il monte sa ferme, les Indiens de sa *maloca* ont tout simplement tué — et mangé — une vache du cow-boy venue trop près du village. Le suivant, plus prudent, précise que lui, n'a pas voulu manger une bête tombée dans le piège tendu par ses villageois. Prudence oblige, notamment lorsqu'on sait que le cow-boy ne se sépare jamais de sa carabine.

Un *tuxuaua* narre à son tour ce qui est déjà, aux yeux de tous, le massacre de Xiricaïen passé totalement inaperçu dans la presse internationale. En décembre, dans un *garimpo*, le lit d'une rivière où on trouve des diamants, juste au-delà de la

frontière vénézuélienne, des prospecteurs de diamants indiens, tentaient leur chance aux côtés de chercheurs blancs.

A la suite d'une dispute avec un soldat vénézuélien un vieil indien est roué de coups et blessé. Ses amis rossent le militaire qui va chercher du renfort. Il revient accompagné d'un escadron de vingt cinq hommes, c'est un véritable massacre à la mitrailleuse. Dix-sept Indiens du Brésil tués, vingt-sept autres blessés, peu ont pu se sauver. Aujourd'hui le *garimpo* vénézuélien de Xiricaïen est fermé et bien gardé par la police.

Ces chefs sont environ cent cinquante. Habillés à l'euro-péenne, catholiques depuis que les premiers missionnaires ont converti leurs ascendants il y a deux ou trois siècles, ces *tuxuaua* sans plumes et sans flèches, parlent presque tous portugais. Ils disent leurs malheurs, et font état de leurs démarches auprès de l'organisme gouvernemental chargé de leur « *tutelle* », la FUNAI (fundação nacional do Indio). Des démarches qui, le plus souvent, ne mènent nulle part, même s'ils reconnaissent que depuis quelques années la FUNAI les prend un peu plus au sérieux. Ils parlent avec animosité, surtout lorsqu'ils abordent le problème des terres et des *fazenderos*, leurs ennemis numéro un, installés peu à peu sur l'ensemble du Roraima avec l'aide et les encouragements des autorités et des banques. Apparemment ils n'ont pas peur.

Pourtant, reconnaissent-ils, il y a quatre ans seulement, lors des premières rencontres annuelles des chefs, leurs discours étaient très timides. Le tournant a eu lieu en 1979, lorsque la police est intervenue en pleine réunion pour leur notifier que leur rencontre était « *illégal* », et qu'ils y subissaient un lavage de cerveau de la part de quelques curés. « *Nous avons compris que les autorités ne voulaient pas nous aider. Bien au contraire, nous avons compris qu'elles étaient du côté des fazenderos* », dit l'un d'eux. Désormais ces chefs, parfois très



Une drôle de campagne.

jeunes, sont décidés à mener leur lutte « *dans la légalité* », mais en ripostant aux provocations des cow-boys. D'ailleurs, remarque un jeune *tuxuaua*, « *nous pouvons profiter du fait que la constitution brésilienne nous considère comme des mineurs* ». Ils ne risquent pas de lourdes peines de prison, si par hasard ils sont arrêtés.

Tous sont décidés à ne plus laisser aucun Blanc pénétrer chez eux. Certains ont déjà commencé à bâtir de nouvelles maisons sur l'ensemble de leur territoire. D'autres imitent déjà les cow-boys, en se faisant eux-mêmes cow-boys. Des *malocas* ont ainsi acheté quelques centaines de têtes de bétail. « *C'est ce que les Blancs d'ici craignent le plus. Si nous devenons comme eux, ils ne pourront plus dire que les Indiens ne font que chasser et pêcher, qu'ils ne travaillent pas leurs terres, qu'ils n'ont pas les mêmes besoins que les autres Brésiliens* », me déclare un *tuxuaua*. Les *fazenderos* recourent à tous les moyens pour décourager les Indiens de mettre sur pied de véritables ranches.

Les menaces verbales, les « *pasages à tabac* », les coups de fusils nocturnes sont apparemment monnaie courante. « *Autrefois, cela suffisait pour nous faire fuir. Nos pères ont été tués, ont été traités comme des animaux, ont été marqués au fer rouge, comme des vaches ou des chèvres* ».

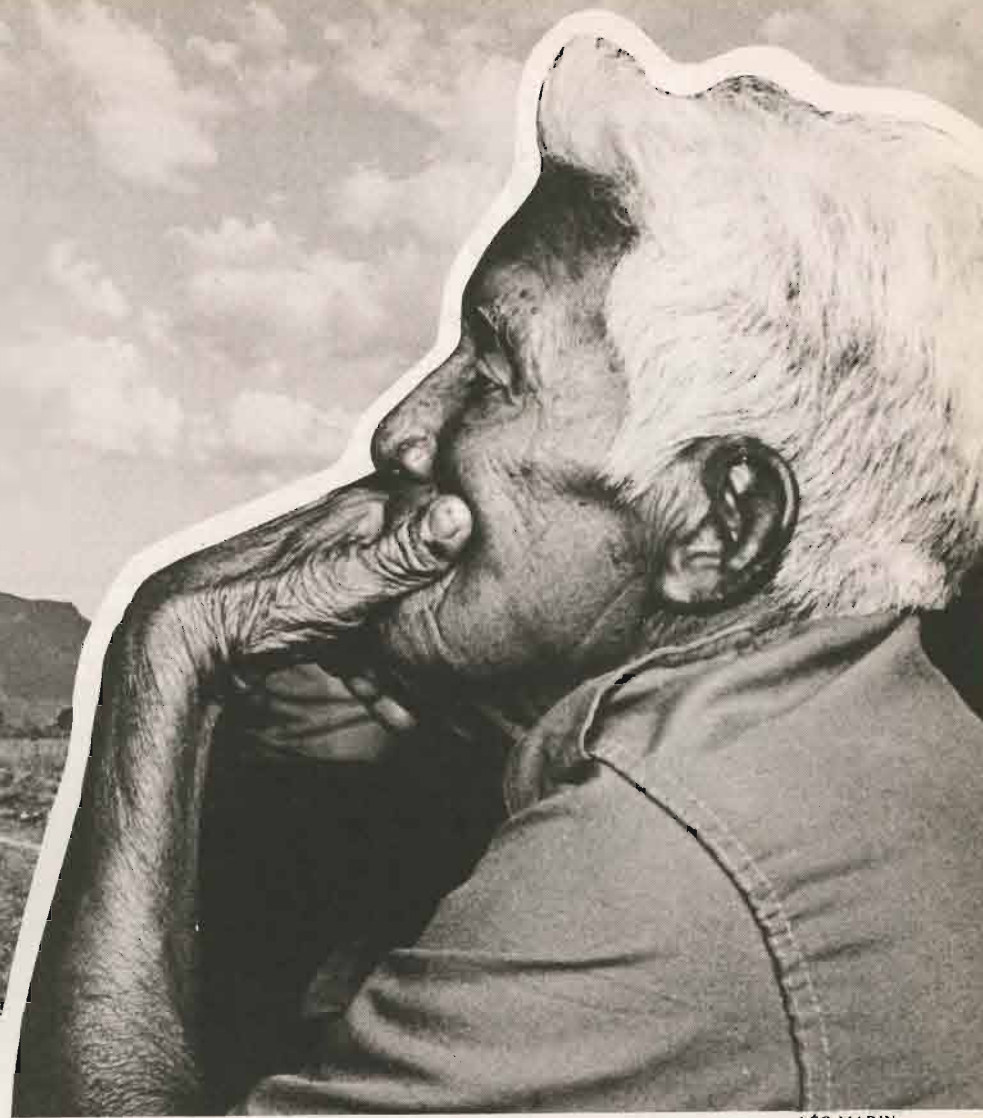
Certains, bien entendu, ont accepté d'aller travailler chez le *fazendero*, pour être payé en nature : du manioc, du savon et, surtout, de la « *cachaça* », un alcool de canne à sucre qui a fait de véritables ravages, ici comme ailleurs au Brésil. C'est aussi pour cela que celui qui ne boit plus de « *cachaça* » aime le faire savoir aux autres. Ainsi, en pleine réunion un *tuxuaua* se lève et précise qu'il avait tenu la promesse faite l'année dernière, ici même à Surumù, de ne plus boire. Et pour corroborer ses dires, il cite à témoin des amis qu'il a fait venir avec lui, afin que personne ne puisse plus mettre en doute sa parole. Son intervention provoque quelques sourires, mais elle témoigne d'une volonté ferme de ne plus se faire avoir par les Blancs.

Pendant les longues siestes, allongés sur les hamacs, les chefs discutent aussi des promesses non tenues du gouvernement. Brasília leur avait promis en 1973 que toutes leurs terres allaient être délimitées avant 1978. Début 1982, seules dix *malocas* sur cent en bénéficiaient et pouvaient espérer recevoir un jour un vrai titre de propriété. Ces mêmes terres sont le plus souvent des îlots au milieu des énormes *fazendas* ce qu'ils ne veulent plus. D'où des conflits parfois violents et des tensions sans fin.

« *L'affrontement devient de plus en plus inévitable, me dit l'un d'eux. Les Blancs ne céderont pas, parce qu'ils pensent qu'ils ont acquis des droits, ayant occupé ces terres depuis vingt ou trente ans. Mais nous céderons encore moins, car nous les occupons depuis des siècles* ». Et d'ajouter qu'ils n'ont pas oublié comment on fabrique et on utilise les flèches incendiaires chères à leurs aïeux. Des flèches qui pourraient transformer ce territoire frappé tous les ans par la sécheresse en un énorme brasier.

Leurs revendications en fait ne cessent de se préciser. Lors de cette réunion annuelle des voix se sont élevées en faveur de la constitution d'une grande zone réservée uniquement aux Indiens du Roraima. Elles s'appuient sur une proposition faite en 1917 par le général Rondon, qui avait établi à l'époque que les Indiens occupaient toutes les terres situées entre le fleuve Païmé et les frontières vénézuélienne et guyanaise. Mais, en 1917, il n'y avait pratiquement pas de *fazenderos*, dans le Roraima. Peu importe. Aujourd'hui ces Indiens de la grande prairie (*lavrado*) de l'extrême-nord du Brésil, considérés encore comme «  *paresseux, crasseux et quasiment idiots* » par leurs ennemis héréditaires, sont décidés à ne plus céder. « *Parce que nous ne voulons plus que nos fils deviennent des marginalisés dans les villes du Sud, et que nos filles aillent se prostituer à Manaus ou à Rio de Janeiro. Parce que nos enfants doivent comprendre que leur avenir n'est plus ailleurs, mais ici, dans cette savane aussi vieille que l'homme* ».

Léo MARIN



LÉO MARIN

# Obrey

HORLOGER - JOAILLIER



199, rue de la Convention,  
75015 PARIS  
Tél. : 532.85.05

13, rue Tronchet  
75008 PARIS  
Tél. : 265.31.33

*gadgets - maroquinerie - sacs  
exclusif pour chausseurs  
gros - 1 2 gros import - export*

## marais' box

*dépositaire bagages avions et starflite  
28, rue du temple paris 75002*

☎ 278-48-50

### GLASMAN - C<sup>ie</sup>

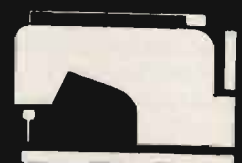
28, Boulevard Strasbourg  
75010 PARIS

Téléph. : 208.16.18 et 208.14.07

MACHINES A COUDRE

MATÉRIEL DE CONFECTION

MATÉRIEL DE REPASSAGE



NEUF ET OCCASION

TOUTES MARQUES

ACHAT - VENTE - RÉPARATION - LOCATION

## serva

bijoutier

102, bd Rochechouart

Paris 18<sup>e</sup>

CRÉATIONS EXCLUSIVES GOTTEX

## HENRI DANIEL

VILLE PLAGE COCKTAIL SOIR

23, BD POISSONNIÈRE - PARIS-2<sup>e</sup> - TÉL. 236-52-53

### Société des Etablissements natan

*Doubleures, Toiles-Coton, Tricotine  
Toiles-Tailleurs, Ouatine, Thermo-Collant*  
Fournitures pour Fourreurs  
et Confectionneurs

Magasin de Vente :  
49, rue de l'Echiquier  
75010 Paris - 770.47.77

Correspondance :  
44, rue de l'Echiquier  
75010 Paris

VÊTEMENTS EN

Chevreaux double face

Chevreaux fourrures

Peaux lainées

Fourrures

## Indiana Pelisses

40, rue de l'Echiquier  
75010 PARIS

\* \* \* \* \*

Tél. : 770-27-77

### MARMOTTES ET CHAMOIS

ENFANTS ET ADOLESCENTS DE 6 à 17 ANS  
VACANCES DE NOËL - FEVRIER -  
PÂQUES - ÉTÉ - CLASSE VERTES,  
DE NEIGE, DE MER, D'EQUITATION

12-14, rue Beccarla - 75012 PARIS  
TEL. : 346.98.05

# LES LARMES AMÈRES DE BELFAST

*Aux élections, le Sinn Fein, lié à l'IRA, présentait douze candidats et espérait obtenir trois sièges. Il aura cinq représentants dont Jerry Adams, dont on dit qu'il a été l'un des chefs militaires. Un an après la grève de la faim des blanket men, la situation n'a pas changé, même si on n'en parle plus.*



Les barricades, un jeu d'enfant.

Le 28 août 1982, des milliers de personnes ont rendu hommage à Eamon Bradley, tué par une patrouille britannique à Derry trois jours plus tôt. Eamon Bradley n'était pas armé, il sortait simplement d'un *pub* lorsqu'un coup de feu le mit à terre, puis deux autres l'achevèrent, selon les témoins. L'évêque catholique Edward Daly a dénoncé cette exécution sommaire. Eamon avait 23 ans ; comme Bobby Sands et ses camarades, il avait été

condamné pour son activité républicaine ; comme eux, il a connu la dégradation des interrogatoires et de Long-Kesh, et pendant plusieurs années la longue protestation, parfois aux limites de la résistance humaine, des *hommes sous la couverture*. Libéré en avril 1981, en pleine grève de la faim, il avait bien entendu repris son engagement. Les républicains, certes, tuent de leur côté des soldats britanniques, du moins se réclament-ils d'une guerre de résistance.

L'armée britannique, elle, prétend accomplir un travail noble de maintien de la paix : en témoignent Carol Ann Kelly, 12 ans, tuée par une balle en plastique alors qu'elle revenait d'acheter un carton de lait. Depuis 1981, ces projectiles hors la loi en CEE y compris sur le territoire anglais, ont fait onze morts. Les enfants irlandais qui lancent parfois des pierres sur les véhicules blindés, n'ont pas connu autre chose que cette guerre depuis leur naissance.

Faut-il alors s'étonner du peu d'émotion ressenti dans les familles républicaines irlandaises à la suite de la *tuerie* de Londres (deux bombes en juillet ont tué 11 militaires) ? Il faut être allé à Belfast pour comprendre l'oppression quotidienne vécue dans les quartiers nationalistes. Avoir pris l'habitude, en sortant de chez soi, de regarder à gauche, à droite, si une patrouille est en vue, avoir vu les caméras dirigées sur les maisons, les soldats britanniques se servant constamment de leur viseur à infra-rouge, une balle engagée dans le canon du fusil, avoir vu les forts et les casernes soigneusement implantés près des hôpitaux, des écoles, des habitations. Il faut avoir entendu les témoignages sur les ambulances harcelées par les contrôles militaires ou policiers quel que soit l'état du blessé, les livres d'entrée des hôpitaux à la disposition de la police, les vitres des maisons brisées par des projectiles tirés par les patrouilles militaires censées assurer l'ordre, les destructions, les perquisitions, les interpellations répétées des jeunes, 3 ou 4 fois dans une journée... Personne ne trouvera le même harcèlement, le même quadrillage dans les quartiers loyalistes. Sur les murs de Belfast-Ouest, de nombreuses peintures murales ont surgi. « *Soldat, quand tu es venu, tu as dit que c'était pour comprendre ; soldat, est-ce cela ta manière de comprendre ? soldat, nous sommes fatigués de ces funérailles sans fin, sans fin, soldat, va-t-en...* ».

Michèle BONNECHÈRE

# MICHÈLE MAILLET VOIT ROUGE

**Speakrine, Antillaise et licenciée. Elle publie ces jours-ci un livre où elle dénonce le racisme des milieux du spectacle.**

**Pourquoi ce livre ?**

— Michèle Maillat : les femmes noires ne racontent pas leur vie d'habitude. Elles ont tous les avantages : écrasées par l'homme blanc, la femme blanche, et l'homme noir. Ça n'incite pas beaucoup à parler. J'ai été la seule femme de couleur à la télé, je crois qu'il était temps de prendre la parole. Les Antillais ne parlent pas, ou bien le créole, langue de révolte, de douleur et de lutte.

**On vous a embauchée à Antenne 2, puis licenciée...**

— Michèle Maillat : J'ai joué à la télévision la comédie qu'on me demandait : la négresse-alibi, la doudou d'Antenne 2. En métropole, les Noirs ne sont qu'un réservoir à fonctionnaires : PTT, infirmiers, etc. Pour faire oublier tout ça, on prend une speakerine antillaise. Une, pas deux. J'ai essayé de faire plus, de parler à ceux et pour ceux qui s'investissaient en moi. C'était déjà trop. On m'a



Première apparition T.V.

virée, comme toutes les speakerines antillaises avant moi : elles ne remplissent qu'une fonction, la personne importe peu. Si elle commence à exister, si le public s'attache à elle, elle est condamnée : le rôle, pas la personne ! Toute identification doit se faire par rapport au Blanc. C'est d'ailleurs réussi : demandez aux écoliers noirs de dessiner des enfants, ils les font blonds aux yeux bleus.

**On vous a dite sacrifiée au changement. Votre cas est-il particulier ?**

— Michèle Maillat : C'est absurde. Ce n'est qu'un exemple d'une pratique générale. Dans le cinéma, un Noir joue un rôle de Noir, un rôle d'abord défini par la couleur de sa peau. L'emploi est d'ailleurs limité : des rôles pour faire rire, avec de beaux noirs négroïdes, gros yeux, nez épaté, ou des rôles pour porter le plateau du petit déjeuner en annonçant « Madame est servie » en créole, pour faire rire les « zoreilles ». Pourtant, les comédiens noirs ont plus de chance que les négresses. Elles n'ont que le droit de montrer leur cul. Ou alors, on fait dans l'hypersophistication exotique, à l'américaine, genre Viviane Reed et Diana Ross. C'est tout.

Pas de place pour les idées. Quand George Pau-Langevin, vice-président du MRAP, a été envoyée par ce mouvement pour un Dossier de l'Écran consacré au racisme, Armand Jammot s'est mis en colère : pas de Noir dans cette émission, on va tout mélanger, on ne parle pas des Noirs, on parle des Arabes. Une autre remarque entendue après l'émission : ils ont tous dit des conneries : celle qui a le mieux parlé, c'est l'avocate noire. C'est triste à dire, une noire ! Ça en dit long sur ce qu'on pense de nous.

## VIVRE EN LIEU DE VIE

A peine né, Pascal se retrouve avec l'Etat pour seul papa-gâteau. Nourrices et pouponnières se succèdent, jusqu'à l'adoption, enfin. Mais trop tard : Pascal, huit ans, n'y croit plus, malgré ses efforts. Quatre ans après c'est le fiasco total, parents épuisés et gosse malheureux. Seule bouée de sauvetage, avant le naufrage complet : un séjour chez Marc, Paulo et Carole.

Pascal a débarqué, un beau matin, dans une grande maison dévorée par la vigne vierge, à moins de cent kilomètres de Paris. Le Carbet, un des derniers lieux de vie du CRA (collectif des réseaux al-

ternatifs) fondé à l'initiative de Claude Sigala, en avril 77. Ici, vivent ensemble adultes et enfants. De ceux qu'on dit pas tout à fait comme les autres. Coup de chance ou hasard, le voici sur un chemin de traversée, déviés des parcours institutionnels qui mènent à l'asile psychiatrique ou à l'éducation surveillée. Les lieux de vie sont peuplés aussi bien d'enfants psychotiques que de jeunes délinquants, de mineurs en danger et même de gosses normaux... Ni ghetto, ni médicaments. Leur seule thérapeutique c'est la vie quotidienne, justement.

Leur existence est pourtant bien fragile. Le budget de

fonctionnement à gérer est serré. Sans agrément, ils ont des prix de journées négociés au cas par cas avec la DASS. En tant que structure ouverte, ils sont à la merci de la première brebis galeuse venue, tel Jean-Claude Krief, le triste sire qui met aujourd'hui en cause le « Coral ». Pourtant, seul un climat de liberté peut amener à découvrir ce que ces enfants ont dans la tête et le cœur, qu'il s'agisse d'un simple accident de parcours ou d'un mal plus profond.

Au long des conflits, dénoués et renoués, on avance, on recule, en tout cas on vit et, soudain, au détour d'un détail,

d'un souvenir, les mots jaillissent, libérateurs : « Je t'ai déjà dit de ne pas fumer comme ça, Pascal. »

Tu sais, mon père aussi me le disait, à huit ans.

— Je ne savais pas, non. Tu ne me dis jamais rien, de toute façon. Alors, Pascal s'agrippe à la table et se met à crier : « Je vais les tuer, si je les retrouve, je vais les tuer, mes parents, les vrais ! ils devraient être en taule pour m'avoir fait ça ! C'est à cause d'eux que je fais le con ! ». Silence. Marc enchaîne : « Ce n'est pas une raison pour faire des conneries pendant quarante ans. C'est trop facile et vraiment trop bête... ». Ni laxisme ni pitié, du dialogue.

Ce n'est pas encore si souvent qu'on parle, alors pourquoi vouloir les faire taire ?

Anne SIZAIRE



Ecouter d'autres voix.

## IMMIGRÉS : PRIÈRE D'INSÉRER

**Le groupe de travail qui devait réfléchir sur les cultures étrangères en France vient de rendre ses conclusions.**

Au cours d'une conférence de presse, Françoise Gaspard, député maire de Dreux, a présenté, le 20 octobre, les conclusions du groupe de travail (1) sur l'information et l'expression culturelle des communautés immigrées en France sous la forme d'un bilan et de propositions pour une politique d'insertion.

Pour ce qui est du bilan, a-t-elle déclaré, « l'attitude des pouvoirs publics à l'égard des immigrés et de leurs familles, au cours du septennat précédent, a incontestablement conduit à une situation porteuse de tensions. La tolérance dont on a fait preuve à l'égard d'agissements racistes organisés par des groupuscules a contribué à les banaliser (...). L'isolement des immigrés en France est la conséquence d'une politique de main-d'œuvre au seul profit des employeurs ». Une véritable politique d'insertion devrait conduire à un développement harmonieux des relations entre les immigrés et la population française, à travers la rencontre enrichissante des différences culturelles.

Selon le groupe, il importe de créer les conditions d'une réelle concertation avec les populations immigrées, aussi bien pour la définition des actions à mener que pour leur mise en œuvre, dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle. Leur participation aux structures, spécifiques ou non, dont dépend leur situation constituera un pas important dans cette voie.

Par ailleurs, les nouveaux cahiers des charges de sociétés de programme du service public de l'audiovisuel devraient répondre aux besoins des communautés immigrées. Il conviendrait que les médias et l'ensemble des réseaux de communication offrent au public une information objective sur ces populations jusque-là marginalisées et sur les valeurs dont elles sont porteuses.

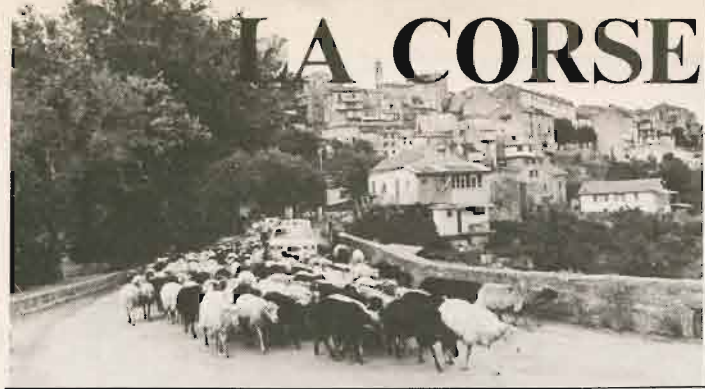
La promotion des échanges interculturels favorisera l'expression des identités aussi bien que la compréhension mutuelle.

Le groupe de travail préconise des mesures pour le développement du monde associatif issu de l'immigration et pour aider les collectivités locales à mettre en pratique une approche pluriculturelle dans leur gestion. Il demande aux administrations de prendre en compte la diversité des usagers et d'afficher la loi de 1972 contre les discriminations racistes. Les idées fausses qui étaient à l'origine de la politique du retour ont fait des immigrés des boucs émissaires de la crise. L'insécurité dans laquelle ils ont été plongés a entraîné chez eux, et notamment chez les jeunes, des réactions de désespoir et de révolte. Voilà la pente qu'il faut remonter, voilà en même temps la mesure des difficultés à surmonter.

Julien BOAZ

(1) Ce groupe de travail avait été mis en place à la fin de l'année dernière par M. François Autain, secrétaire d'Etat chargé des Immigrés. Parmi ses huit membres se trouvait Albert Lévy, secrétaire général du MRAP, directeur de *Différences*.





## SE REFAIT UNE BEAUTÉ

SYGMA

immigrés ne se sentent protégés par personne, et sont exclus de la vie sociale, alors qu'ils font marcher l'économie insulaire : certains sont logés dans des caves de rez-de-chaussée, en fait l'écurie où traditionnellement on mettait l'âne, pour des sommes allant de 900 à 2 000 francs par mois. Les agences de location les refusent. Dans les vignobles, les saisonniers marocains doivent dormir dans des cabanes, ou dans le fossé. Certains cafés de Bastia ou d'Ajaccio les refouillent, ou les servent dans l'arrière-salle, dans des verres qui sont réservés à ces pestiférés. Il y a là tout un climat, différent de celui, tant vanté, de l'île d'Amour. Il semble bien

que la police ait été, jusqu'à maintenant, influencée par lui. M.S... S...., Tunisien, a été gardé à vue toute une nuit pour tapage nocturne : son employeur, Jean-Baptiste Poli, était venu à quatre heures du matin proférer sous ses fenêtres des menaces de mort, accompagnées d'injures racistes qui faisaient en effet grand bruit. Les exemples abondent. Bien sûr, la Corse n'a pas le monopole du racisme. Mais il y a dans l'île un climat de peur, qui se nourrit des difficultés économiques. En tout cas, en arrêtant ces joyeux poseurs de bombes, l'île vient de se refaire une beauté.

Michel THEVENOT

Les auteurs de l'attentat de la rue Copernic, vous les connaissez ? Les assassins de Henri Curiel, vous savez leurs noms ? Avant, en France, pour être tranquille, il suffisait de commettre un attentat raciste. Forts de ces certitudes, sept habitants de Bastia avaient posé des bombes devant des logements de Maghrébins. Seulement, voilà, les temps ont (un peu) changé et la police vient de les arrêter. Tout le monde les connaissait, y compris leurs victimes. Mais peur ou compréhension, on les laissait faire. Leurs aveux sont assez étonnants : pour eux, leurs actes

n'étaient ni racistes ni politiques. C'était une sorte de jeu. Il faut dire pourtant que la régularisation des sans papiers entamée par le gouvernement n'a pas plu à tout le monde et cela a ravivé à Bastia et Ajaccio des rancunes envers les très nombreux travailleurs marocains et tunisiens qui y vivent. A tel point que le MRAP a senti la nécessité d'y envoyer début octobre une mission nationale, non pour « donner des leçons » mais pour se rendre compte de la situation et apporter son soutien aux populations immigrées.

Selon elle, « les travailleurs

## LA LONGUE ATTENTE DE CHTCHARANSKI

**En prison depuis 1977, l'informaticien soviétique a été récemment privé de tout contact avec sa famille. Il fait la grève de la faim depuis plus d'un mois.**

extrêmement défensive. Différences reviendra sur ce problème. Qu'a fait Chtcharanski ? Sioniste convaincu, en 1973 il devient *refusnik*, c'est-à-dire qu'on lui refuse le visa qu'il avait sollicité pour émigrer en Israël. Il mène dès lors une intense activité publique en faveur du droit au départ, se rend dans plusieurs républiques soviétiques pour examiner la situation des candidats à l'émigration dans son cas. En 1974, sa femme, qui a obtenu son visa, quitte l'URSS après leur mariage. Chtcharanski perd son emploi en 1975. En 1976, il participe à la création, à Moscou, du groupe de surveillance des accords d'Helsinki, qu'a signés l'Union Soviétique, et qui garantissent en particulier le droit à chaque citoyen de quitter son pays et d'y revenir.

Début 1977, les dirigeants soviétiques durcissent leur position à l'égard des candidats à l'émigration en Israël. Une émission de télévision, en particulier, les assimile à des traîtres à la patrie. Le 13 mars

1977, Chtcharanski lance un appel pour mettre en garde les autorités et la population contre les résurgences d'antisémitisme que peuvent favoriser de telles campagnes. Il est arrêté deux jours plus tard. Sa famille choisira de confier sa défense à un avocat étranger, comme la loi soviétique le permet. Sont choisis M<sup>e</sup> Rappaport et Jacoby, membres du MRAP, et le bâtonnier Pettiti. Mais Roland Rappaport ne réussira jamais à obtenir un visa pour assurer la défense de l'informaticien. En juillet 1978, ce dernier est condamné à 13 ans de réclusion, dont trois en prison et dix en camp. Après plus de 3 ans de détention, Chtcharanski a entamé le 27 septembre une grève de la faim pour protester contre sa mise au secret. A l'heure où nous paraîtrons, il sera peut-être mort. Dossier vide, défense inexistante, procès à huis clos : l'Etat soviétique a bafoué le droit dont il s'est doté. Il n'a rien à gagner de telles pratiques.

Jean-Michel OLLE

Le 15 mars 1977, Anatoly Chtcharanski est arrêté par les autorités soviétiques à la suite d'une lettre de confession d'un certain Lipavski, qui accuse certains militants juifs pour l'émigration en Israël d'être des agents de la CIA. La lettre le nommait au passage. C'est à peu près la seule pièce du dossier. Les déclarations à charge des témoins, selon ses défenseurs français, sont irrecevables.

La situation des Juifs d'URSS est extrêmement complexe, et se complique du fait qu'elle se confond avec les problèmes plus généraux d'émigration et de libre circulation des per-



sonnes. De plus, elle pâtit d'une sorte de va et vient entre l'Occident qui l'utilise à des fins politiques et l'URSS qui prend à son égard une position

# P.M.F. ET L'ANTISÉMITISME

**« Coupable de désertion et fuite devant l'ennemi », tranche le Tribunal militaire de Clermont-Ferrand, un jour de 1940. « Il a vendu la Tunisie à ses clients », affirme Aspects de la France en 1955.**

« La clique à Mendès », disait Gilbert, mon grand-père. J'avais dix ans en 1960 et, dans mon village de Picardie, subsistait l'image de la Quatrième République, corrompue et politicarde. A son nouveau chef, le général de Gaulle, vrai Français, intègre et patriote, la France profonde opposait deux hommes de « l'ancien régime » : Guy Mollet et Pierre Mendès-France. Avec le premier, trop laxiste, la France « était allée à vau l'eau », avec le second, roublard et affairiste, « le pays avait été bradé aux puissances étrangères ». Il est vrai qu'à cette époque il ne faisait pas bon être pacifiste. Chaque année, le soir du Conseil de révision, les conscrits « bons pour le service » défilaient dans les rues du village, la poitrine bardée de fausses médailles, tandis que les réformés, honteux, se cachaient. Pierre Mendès-France avait eu le tort, cinq ans auparavant, de négocier la paix en Indochine. Et puis, il était Juif...

L'antisémitisme a-t-il joué un rôle essentiel dans la carrière politique de PMF ? Le film documentaire de Marcel Ophüls, *Le Chagrin et la Pitié* montre combien cet homme avait été atteint par la haine raciale et comment son image politique en avait pâti par la suite. Lorsque, en 1932, il est élu, à 25 ans, député de Louviers, l'antisémitisme bat son plein, deux ans plus tard éclate l'affaire Stavisky et l'extrême droite, des Camelots du Roi aux Croix de Feu, redouble d'activité. *Le Libre Parole*, hebdomadaire « anti-judéo-maçonnique », publie dans chacun de ses numéros, des listes d'hommes

politiques juifs, francs-maçons et membres de la Ligue des Droits de l'Homme, bref « de tous ceux qui, agissant pour le compte de l'internationale juive, cherchent à asservir la France ». PMF y figure déjà en bonne place.

### Mendès pas français

Juin 1936. Le Front Populaire est au pouvoir. A la séance d'investiture de Léon Blum, le député d'Action Française, Xavier Vallat, prononce devant l'Assemblée un discours qui marquera profondément PMF. « Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain sera gouverné par... (Prenez garde, M. Vallat, coupe de président Herriot)... Par un Juif ! (Vives réclamations à gauche, commente *Le Libre Parole*)... et je dis tout haut ce que tout le monde pense tout bas (applaudissements à droite) : que pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol ». PMF est dans l'hémicycle. Il entend là, en raccourci, un discours qui lui sera tenu tout au long de sa carrière : pas français, Mendès. Et pourtant, sa famille est ici depuis le XV<sup>e</sup> siècle. Chassée par l'Inquisition portugaise, elle tient son nom de ses origines lithuaniennes. Le « France » n'est pas un titre usurpé, accolé « pour s'affirmer plus Français que les Français », comme on l'a trop souvent laissé entendre.

On l'a aussi accusé d'être au service, non pas de la nation, mais d'intérêts privés « à caractère international ».

En 1955, alors que PMF est Président du Conseil et qu'il vient de conclure les accords de Genève pour la paix en Indochine, Pierre Boutang signe un article dans *Aspects de la France*, agrémenté d'une manchette explicite : « Le Juif Mendès a réussi son premier coup : il a gagné son pari contre la France ». Quel pari ? Après l'avoir accusé de « faire des affaires » sous couvert de « décolonisation », Pierre Boutang s'interroge : « La lutte contre la montre de Mendès à Genève ne serait-elle pas liée à la conquête d'un marché ? ».

De même pour la Tunisie. Des « amis égyptiens » de PMF auraient vendu des armes à la Li-

antisémite.

### Une image dégradée

Un troisième fait avait rendu PMF pessimiste sur un recul possible de l'antisémitisme : son arrestation à Rabat, alors qu'il rejoignait son unité après la débâcle, et sa condamnation en 1940 à Riom, pour désertion et fuite devant l'ennemi. Roger Priouret raconte comment (1), à la veille de la comparution de PMF devant le tribunal militaire, il partit à la recherche de témoins à décharge, un ancien ministre et un général d'armée. Tous deux se dérobèrent. « J'ai senti que la saison ne se prêtait pas à la défense



PMF et Chou en Lai négocient le cessez-le-feu en Indochine.

gue arabe. « Il a donné la Tunisie à ses clients, conclut Jacques Ville-dieux, nous demandons la séparation de l'Etat français et des bazars du Caire ». Le traitant un peu plus loin de « Pharaon des bazars... ricanant sur la tombe des soldats français », *Aspects de la France* perdra les procès en diffamation intentés par le Parquet, au nom de PMF, mais ces calomnies dépasseront très vite le cadre étroit de l'extrême-droite

d'un homme qui avait la triple tare d'être juif, ancien, franc-maçon et collaborateur de Léon Blum ». PMF, condamné contre toute logique, s'évadera de prison l'année suivante. Il gardera de ce procès une image honteuse : celle de la France raciste et collabo.

Véronique MORTAIGNE

(1) *Le Nouvel Observateur* 22.10.82.

# LA SÉGRÉGATION EST DANS L'ESCALIER

**La commission Dudebout va présenter un programme de développement social des quartiers. En attendant, le logement va mal.**

« Crise du logement ! » dit-on. Il est temps de la découvrir, elle a presque quarante ans.

A la Libération, le parc immobilier est très nettement insuffisant.

Dès les années 1950, plusieurs facteurs vont se conjuguer pour amplifier la pénurie : une forte poussée démographique, l'accélération de l'exode rural, l'appel intensifié à la main d'œuvre étrangère.

On est pressé, il faut aller vite. C'est l'âge d'or du bâtiment et quand le bâtiment va... On connaît la chanson. C'est l'héroïque époque des grands ensembles qui vont barrer l'horizon des banlieues de leurs impeccables masses de béton mornes et gris.

Le logement social, né dans l'entre-deux guerres, connaît alors un essor considérable.

Bientôt arrivent leurs premiers habitants. Qui sont-ils ? Des familles issues des couches moyennes de la société, des salariés (employés ou ouvriers) parfois aussi des commerçants, des artisans.

Cette sorte de logement est considérée alors comme un palier, une étape, *en attendant de trouver mieux*, d'accéder à la propriété, de se faire construire son pavillon.

En attendant, ils essuient les plâtres. Les murs, fins comme des feuilles de papier à cigarettes, laissent passer les bruits. Le voisinage devient rapidement désagréable à cause de la promiscuité.

Les moyens de transport manquent, comme les écoles, les équipements collectifs, les implantations de commerce. C'est encore l'époque des taudis et des bidonvilles, qui se transforment en cités de transit et foyers.

Avec la période de 1970-1975, la crise du logement semble changer de nature.

Le patrimoine immobilier, vite construit, vieillit vite et mal.

Cependant, la croissance économique va bon train. La prospérité qui en découle voit s'amplifier le mouvement d'accès à la propriété. L'habitat individuel, formule très prisée en France, se déve-

loppe au point que naît un habitat collectif horizontal. On crée des villages artificiels de pavillons.

La promotion immobilière privée étend son éventail et, pour un prix à peine supérieur, offre des solutions attractives, concurrentes du secteur social. La politique d'encouragement à l'accession permet à bon nombre de familles des couches moyennes, voire modestes, de devenir propriétaires.

Avoir sa maison à soi apparaît comme un signe de promotion sociale.

Du coup, les appartements qui se libèrent dans les grands ensembles vont accueillir les familles des travailleurs migrants. Les immigrés accèdent au logement social. Dans la région parisienne, qui compte environ 3,5 millions d'immigrés, travailleurs et leurs familles, sur les quelque 4,5 millions vivant en France, la part des chefs de ménage étrangers logés dans le secteur HLM passe d'un peu moins de 4% en 1968 à plus de 13% en 1978.

Survient alors celle qu'on attendait peu ou pas, qui va s'installer et troubler les certitudes de l'expansion : la crise économique. Avec elle se généralise la baisse du pouvoir d'achat, d'où les révisions obligées des budgets familiaux. Avec elle s'estompent les espoirs de promotion des salariés. Avec elle aussi apparaît une forte poussée du chômage.

Ces facteurs cumulés vont empêcher bon nombre de familles de pouvoir acquérir leur logement, ce que la situation antérieure leur aurait permis. Les projets sont mis à la glacière. On parle de familles « captives » de leur logement.

Pendant ce temps, les équipements continuent de vieillir.

Qui n'a entendu parler d'escaliers sales, de peintures détériorées, de jardins sacagés, d'installations endommagées. Et ces images, ces rumeurs coriaces vont s'amplifier. Bien souvent, les habitants des cités sont contraints à un type de vie qui ne correspond pas à leurs habitudes, à leur culture. Les règlements édictés par les organismes HLM sont en général ri-



Du taudis à l'HLM.

gides. Ils astreignent les locataires à occuper bourgeoisement leur logement. Ainsi, il est interdit de faire sécher du linge aux fenêtres (même quand aucune autre possibilité n'a été prévue à cet effet), ou de fréquenter les parties communes qui sont considérées uniquement comme lieux de passage.

Chez certaines familles, de culture méditerranéenne par exemple, on a coutume de laisser les enfants jouer dehors, les aînés prenant plus ou moins les cadets en charge. Quoi de plus normal quand la famille se fait nombreuse et l'exiguïté du logement pesante. Même si cela contrevient aux stipulations d'un règlement quelque peu archaïque.

L'image de la dégradation se déplace, change de terrain. Il n'est bientôt plus question des bâtiments, des équipements. Il semble qu'on accuse les populations de se dégrader. Le phénomène de *stigmatisation* est en marche.

Ces populations forment de véritables îlots de pauvreté.

L'échec scolaire, le sous-emploi, une certaine délinquance juvénile sont autant de handicaps. Le terme de résidence, que dans les années 1960 on employait pour attirer le client, personnaliser un peu un type de cités, devient presque infamant. Parfois la *stigmatisation* atteint un quartier, un ensemble, parfois encore un seul bloc d'immeubles ou quelques cages d'escaliers.

## On recherche cadres moyens

Partant de faits souvent grossis et exagérés, les rumeurs circulent, concourant à l'élaboration de mauvaises réputations. Paradoxalement, à leur insu, une sorte d'unité se forme chez les populations des ensembles stigmatisés. La société extérieure, l'opinion publique, a vite fait de qualifier, d'étiqueter : il est question de marginaux, d'associés, autant de notions brandissant quelque part dans l'inconscient les épouvantails du danger, de l'insécurité, de l'infirmité.

Conséquence de la *stigmatisation* et de la dégradation : ceux qui le peuvent s'en vont. Et le ressentiment grandit chez ceux qui ne peuvent partir : s'ils ne peuvent s'en aller c'est à cause des « autres », pensent-ils. Et cette rancœur s'exprime au travers d'attitudes racistes, xénophobes, anti-jeunes, de tensions dans la cohabitation, situations conflictuelles fréquentes en période de crise.

Ceux qui partent laissent des logements vacants. Pour les organismes gestionnaires, il est hors de question d'attribuer ces locaux à des familles du même type

(nombreuses et/ou immigrées). Mais celles qu'ils appellent de leurs vœux, les familles de *cadres moyens bon-chic-bon-genre-bien-sous-tous-rapports* dédaignent ces appartements.

La situation est paradoxale. Il y a toujours pénurie de logements et, dans le même temps, des appartements restent désespérément vides, ce qui incidemment pèse sur le budget des organismes HLM.

Si un F4 ou un F5 est proposé à la location, selon toutes probabilités, il sera attribué à une famille nombreuse, et cela risque d'être une famille de migrants étrangers ou d'Antillais de trop, avoue un responsable d'organisme.

Bien sûr, les refus qui leur sont signifiés n'avancent pas ces raisons-là. Les moyens d'attribution sont variés, qui découragent ces candidats au logement social.

De fait, la discussion avec des professionnels du secteur HLM et des représentants d'organismes institutionnels, débouche rapidement sur la question des quotas.

Dans leurs propos viennent fleurir les notions de « seuil de tolérance », de « défaut d'assimilation », soi-disant très scientifiques qui appartiennent à une panoplie xénophobe et raciste que l'on croyait disparue.

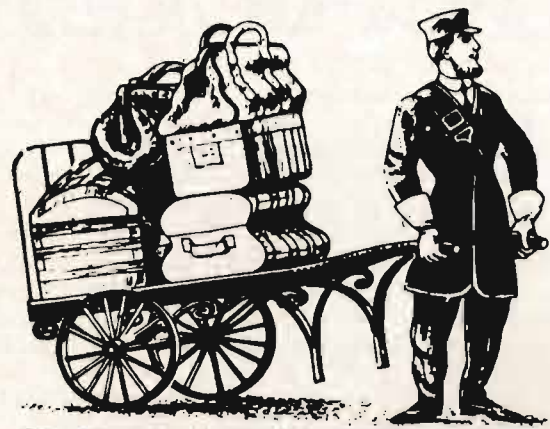
Les plus radicaux vont jusqu'à proposer de véritables *ghettos* sans très bien préciser ce qu'ils entendent par ce terme, où seraient regroupés des types de populations spécifiques. On a souvent employé ce terme. Certains pour alerter les consciences sur l'intolérable situation de ces ensembles qui ont noms « Les Minuettes » ou « La Grande Synthèse », d'autres pour affoler, faire appel aux sentiments de peur et d'angoisse que favorise ce type de vocabulaire.

## Qui sont les fauteurs de troubles ?

Cette singularisation ne peut qu'accroître les phénomènes de rejet. D'autant plus que le terrain s'y prête.

On trouve dans ces grands ensembles une forte densité d'occupation des logements, due à une proportion de familles nombreuses plus élevée que la moyenne nationale. D'où un pourcentage plus important de jeunes de moins de 20 ans et une sous-représentation des personnes âgées.

Les éléments actifs, entendez ceux qui travaillent, sont peu ou pas qualifiés au plan professionnel, donc plus exposés aux difficultés du chômage et de la fai-



## LA BAGAGERIE

*Signe la Mote du Sac*

12 RUE TRONCHET - 742.53.40  
41 RUE DU FOUR - 548.85.88  
74 RUE DE PASSY - 527.14.49  
TOUR MONT-PARNASSE - 538.65.53  
PARIS

LYON - LA PART-DIEU  
NEW-YORK - 727 MADISON AVENUE  
TOKYO - 5-5 GINZA

89, bis rue Lauriston  
75116 Paris  
Métro Boissière

7 quai de l'Oise  
75019 Paris  
Métro : Crimée

HI-FI  
**SNOW**  
VIDEO

**NOUS IMPORTONS ET VENDONS  
DIRECTEMENT AU PUBLIC**

HI-FI  
VIDEO  
LIGHT - SHOW  
CADEAUX  
TELEPHONES SANS FIL  
TELEPHONE LONGUE DISTANCE (plus de 20 km)

**PROMOTIONS PERMANENTES**

Une visite s'impose !!!  
Garantie S.A.V. assurée  
Mise au point et réparations d'émetteurs récepteurs  
professionnels et grand public

LES PIEDS SENSIBLES  
c'est l'affaire de  
**SULLY**  
Confort, élégance, qualité,  
des chaussures faites pour marcher  
85 rue de Sèvres  
5 rue du Louvre  
53 bd de Strasbourg  
81 rue St-Lazare  
Du 34 au 43 féminin,  
du 38 au 48 masculin, six largeurs  
CATALOGUE GRATUIT :  
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6<sup>e</sup>  
5 % sur présentation de cette annonce

**FELTMAN**  
*Paris*

LAYETTE FAIT MAIN  
**ET ROBES SMOKEES  
MAIN  
DU 6 MOIS  
AU 4 ANS**

73. RUE ORFILA - 75020 PARIS

TÉL. 366 35 57  
366 35 58

**l'out**

TRAITEMENT & ASSISTANCE TECHNIQUE

TRAITEMENT THERMIQUE D'OUTILLAGE  
EN ACIER RAPIDE

24, CHEMIN LATÉRAL NORD - 93300 AUBERVILLIERS  
Tél. 833.92.81  
T.T. ACIERS A OUTILS - 80800 CORBIE  
Tél. (22) 48.20.44



Fleur de béton.

blesse des revenus, qu'aggrave encore le sous-emploi féminin.

Cette précarité de la situation professionnelle entraîne une importante mobilité qui accélère le processus de dévalorisation d'un logement.

Tout se tient et se rejoint. Pourtant, au-delà des faits et des chiffres, il faut insister sur les sources de tension psychologique.

Bien des individus des couches de la société française, peu ou pas qualifiés, qui ont pour voisins des immigrés, ressentent leur présence comme une espèce de constante indignité sociale. Toute une idéologie néo-colonialiste qui a empoisonné jusqu'à une époque récente la scolarité, tout un discours des mass-média concourent à ce sentiment.

De même, la forte proportion d'inactifs, chômeurs pour la plupart, est comme un rappel permanent de la déchéance attribuée à la condition de prolétaire.

Dans les années soixante-dix, dégradation et incidents se multiplient. Que ce soit par la presse, par les fonctionnaires, par les travailleurs sociaux, par les intéressés eux-mêmes, par les élus, les Pouvoirs Publics sont alertés. Pour les responsables politiques du moment, ce sont là des éléments de perturbation, de destabilisation sociale qui ne sont pas longtemps tolérables.

On s'aperçoit alors qu'à plusieurs niveaux, les attitudes convergent pour aggraver les difficultés. Les municipalités qui construisent peu ou pas de logements sociaux sur leur territoire, les organismes constructeurs contrôlés par le patronat, les préfectures qui disposent d'un pourcentage élevé de logements, contribuent, en amont des offices d'HLM et des collectivités locales, à marginaliser certaines catégories en les faisant affluer délibérément vers ces ensembles à problèmes. En plaçant dans

une même cité des familles immigrées, des ménages à ressources précaires, des mères célibataires, les handicaps s'additionnent et s'amplifient.

Cette politique aboutit à dégrader toujours davantage l'image déjà négative de quartiers où seuls acceptent de loger ceux qui ne peuvent faire autrement.

Plusieurs administrations sont concernées et il ne faut pas moins d'un groupe interministériel créé en 1977 pour prendre en charge ces questions, coordonner les actions nécessaires, mettre en place les financements adéquats. La procédure est baptisée HVS, « Habitat et Vie Sociale ». Jusqu'en 1980, une quarantaine d'opérations sont lancées, concernant quelque 60 000 logements. Les résultats sont très inégaux.

### Eviter la pasteurisation des populations

En 1981, la France connaît un changement de majorité politique? Le nouveau pouvoir fait très rapidement dresser une sorte d'état des lieux pour connaître la situation du pays dans les domaines les plus divers, sociaux, économiques, culturels, commerciaux, médicaux, etc. Au plan du logement social un certain nombre de constats mis en évidence prennent un caractère d'accusation. Entre autres, il y apparaît qu'HVS a été une procédure lourde, inadéquate, inefficace.

L'affaire de Vitry de la fin 1980 n'est pas oubliée, alors qu'au cœur de l'été 1981, la banlieue lyonnaise attire sur elle les phares de l'actualité, à cause d'une certaine délinquance juvénile parfois entretenue et provoquée par la presse. Au printemps 1982, c'est à Marseille que les incidents se multiplient. Le mal-vivre semble régner. Le gouvernement s'en émeut.

Dès le mois de décembre 1981, il a mis en place une commission pour le Développement social des quartiers, présidée par M. Hubert Dubedout, député-maire de Grenoble. Entrent dans le champ de réflexion de cette instance les zones urbaines les plus défavorisées, ces quartiers à problèmes.

Sa mission comporte deux axes principaux.

En priorité, la mise au point d'un plan d'action immédiat concernant une quinzaine d'opérations parmi lesquelles le quartier des Grésillons à Gennevilliers, la Grande Borne à Gagny, les 4 000 à la Courneuve et les Minguettes à Vénissieux.

Les principales actions portent sur l'éducation, la formation professionnelle des jeunes, l'emploi, la santé ou encore l'expression culturelle. Ces actions sont envisagées pour permettre d'avoir un rôle moteur dans la résolution des difficultés existantes.

Les résultats permettront d'alimenter une réflexion approfondie, d'autant plus utile qu'elle servira à démultiplier des solutions spécifiques au niveau des différentes régions. Ainsi sera favorisée, dans ce domaine, la décentralisation.

Dans quelques semaines, cette commission va remettre au Premier Ministre, les travaux de sa première année d'exercice. Il est à souhaiter que les solutions qu'elle préconisera redonneront la possibilité au logement social de jouer son rôle plein et entier, d'éliminer les préjugés qu'on y trouve encore aujourd'hui, d'abolir les formes les plus diverses de ségrégation dont il souffre.

Il faut souhaiter que la commission saura éviter la tentation de confondre socialisation des habitants avec assimilation, normalisation, *pasteurisation* des différentes populations.

Alain RAUCHVARGER

*Avec les mêmes problèmes qu'ailleurs, la ville a le triste privilège d'être la proie de l'extrême-droite, qui n'hésite pas sur les moyens pour « faire un score » aux municipales.*

# TOURS ET VAUTOURS DANS DREUX

**L**e Drouais, où est-ce ? C'est proche de la capitale et pourtant ce n'est plus l'Île de France, même si c'était une de ses principales places fortes à partir de 911, date de la création du duché de Normandie. Le Drouais n'est pas non plus en Normandie, ni vraiment en Beauce, comme d'aucuns l'affirment. Le Drouais, c'est le Drouais, quoi ! Pour être plus clair, c'est la ville de Dreux et ses environs immédiats. Carrefour de l'histoire, Dreux est surplombée d'une imposante chapelle néogothique du début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans laquelle repose la famille royale des Bourbon, dont le dernier roi de France, Louis-Philippe I<sup>er</sup>...

Bourg à vocation rurale, Dreux a tardé à s'étendre dans la campagne où l'on cultivait encore la vigne en 1900. En dépit de son attachement aux traditions de la terre, le développement économique de la France lui a finalement donné un

brusque essor dans les années soixante. La vitalité de la jeune industrie régionale et locale exigeait de la main-d'œuvre... à bon marché. L'exode rural tombe à point. On draine vers la région les ruraux de Bretagne et d'ailleurs, exilés de l'intérieur... Mais ça ne fait pas le compte... Un autre événement survient : la fin de la guerre d'Algérie. Plusieurs centaines de familles de harkis, désemparées, débarquent dans le Drouais... Suit bientôt une immigration massive. Un énorme ballon d'oxygène pour l'industrie.

Sur les plateaux nord et sud qui bordent la vallée drouaise, poussent comme des champignons, d'une manière plutôt désordonnée, cités d'urgence, HLM, tours petites et grandes que l'on aperçoit de très loin... Immigrés de l'intérieur et de l'extérieur s'installent là comme ils peuvent... Les dirigeants municipaux d'alors ne se préoccupent guère de la manière dont on vit dans ces nouvelles

concentrations humaines. Des problèmes d'adaptation, d'ambiance, de voisinage, de promiscuité, de cultures sociales et culturels, surgissent, s'accumulent, créant quelquefois un climat, disons inconfortable pour les habitants, Français ou non... De ces quartiers-ci quand on n'est pas chômeur — on va gagner sa pitance et celle de sa famille dans les environs immédiats, mais aussi, et souvent à Poissy, à Flins, dans le département des Yvelines... En foulant pour la première fois le sol drouais et bien que sachant trouver ici beaucoup d'immigrés, je suis néanmoins surpris. Je m'imaginai, encroutés comme nous le sommes fréquemment dans des idées toutes faites, que cette ville provinciale vivait toujours, pour l'essentiel de l'activité rurale. Quand Françoise, de la section locale du MRAP me met sous le nez les statistiques, je suis stupéfait : la population



Mères et enfants à l'école.

étrangère représente plus de 20% de la population totale (50 000 personnes entre les deux villes siamoises Dreux et Vernouillet).

— On pourrait, remarque Françoise, ajouter à ce pourcentage les « Français-musulmans », autrement dit les anciens harkis, dont la deuxième génération, quoique entièrement intégrée, ou presque, n'est pas pour autant, aux yeux de certains, « française à part entière ». Algériens, Marocains, Portugais, Turcs, Espagnols, Congolais et Angolais, Guinéens ou Haïtiens... sans parler des Allemands, des Anglais, des Américains, des Irlandais ou encore de la venue assez récente de Cambodgiens et de Vietnamiens, nous sommes là en présence d'une mosaïque de... soixante et une nationalités.

A mon arrivée, la Saint Denis bat son plein. Fête traditionnelle, née au XII<sup>e</sup> siècle, elle s'est essouffée au fil du temps, mais semble reprendre de la vigueur de-

puis quelques années. Manèges, attractions, foire-exposition, camelots animent bruyamment le centre-ville interdit aux automobiles durant une semaine. Dimanche, la grande rue piétonnière est noire de monde. Elle sent la frite et la merguez. C'est la fête.

Au milieu de cette foule composite, je guette les réactions, les éventuelles attitudes racistes, car ici, dans cette si jolie petite ville, Le Pen et son Front National ont une certaine audience. Finalement, je ne verrai pas grand chose. Aucune agressivité particulière entre Français et immigrés. Une seule et courte réflexion plus bête que méchante d'une commerçante à l'encontre de deux jeunes Marocaines qui, plateau d'osier en main, fendent la foule pour vendre le thé à la menthe et les gâteaux au miel qu'elles ont fabriqués. Le produit de la vente doit alimenter la cagnotte de leur toute nouvelle association, formée d'élèves de différentes nationalités du CES Curie. Leur

objectif est de s'offrir un week-end de neige l'hiver prochain... et il faut des sous.

## Vivre aux Chamards

En revanche dans la bousculade bon-enfant où la djellaba côtoie le blue-jean, je rencontre à chacun de mes pas des enfants et des adultes qui porte un curieux masque peint directement sur le visage. Du bleu, du jaune, du rouge, du vert, du violet, du noir... chaque masque est différent, mais l'ensemble forme une parfaite harmonie. Derrière un masque on ne sait plus qui est qui. Algérien ou Français ? Noir ou blanc ? Qu'importe ? Où vont-ils ? D'où viennent-ils ? Ils vont dans la fête et la font. Ils viennent du stand du MRAP où plusieurs amis, spécialistes en maquillage artistique, se sont déplacés d'Amiens pour apporter leur concours original au combat pour le « droit à la différence ».

Accepter la différence, Marc, 25 ans, sait

de quoi il parle. Il réside avec sa mère et son frère, dans les « petites tours » du quartier des Chamards depuis une quinzaine d'années : cent quatre-vingt familles dans ces bâtiments, seulement six familles françaises. « Je ne me sens ni isolé, ni menacé. Bien sûr, je vis autrement que mes voisins. Quand une famille immigrée emménage aux Chamards, elle amène évidemment avec elle ses habitudes, ses traditions. Est-ce que les Français qui vont en Afrique y vivent à la mode africaine ? Ici, on tue des poules sur la pelouse, des moutons dans les caves. Ça pose quelques fois des problèmes d'hygiène. On les résout. Cette année, la municipalité a réservé un endroit des abattoirs pour que les musulmans puissent y abattre les animaux selon leurs rites. De plus, ces familles déracinées ne rejettent pas forcément notre civilisation. Petit à petit, elles découvrent l'existence de règles de vie différentes des leurs et, tant bien que mal, elle s'efforcent de s'y adapter ».

Aux pieds des immeubles où habite Marc, l'école maternelle Louise Michel. Mon accompagnatrice, Denise, m'entraîne dans la cour. Les enfants jouent. Trois femmes turques — qui refuseront de se laisser photographier — assises sur une murette discutent, tricotent, surveillent leurs enfants qui gambadent parmi les autres... « Aujourd'hui nous avons 90 présents. La composition ? Sept Algériens, 46 Marocains, un Tunisien, trois Africains noirs, deux Turcs, un Portugais, et seulement six Français, parmi lesquels... un Réunionnais et quatre Français-musulmans. Le racisme ? Ici on l'ignore. Les enfants jouent ensemble et se fichent bien de la couleur... Rapports avec les familles ? Excellents, surtout avec les femmes. Certaines viennent à l'école, comme aujourd'hui. Elles s'installent dans la cour. Quelquefois, elles entrent carrément dans les classes, s'asseyent au fond de la salle, et muettes, attentives, observent tout, cherchant à comprendre, à savoir... »

Jocelyne, la directrice fait un brin de discipline et se retourne vers nous : « J'allais oublier une chose importante : les liens entre les mamans. C'est nouveau et prometteur, car le racisme, qui existe aussi entre les communautés immigrées, s'émousse. »

Kider, algérien marié à une Française. Selon lui, non seulement le racisme recule mais les obstacles dressés par les traditions deviennent moins insurmontables. « Plus qu'avant, des jeunes Français et Françaises s'unissent à des filles et garçons d'autres pays. C'est signe que les choses changent ».

Marie-Thérèse, institutrice depuis treize ans à Prod'homme, le quartier le plus mal réputé de la région : « Bretonne, je suis — disons-le — une immigrée de l'intérieur. C'est peut-être pour ça que je comprends les étrangers et que je me



Tenue de combat pour l'amitié entre les peuples.

DUCHEI



Vieille ville, jeunes citadins.

DUCHEI

sens à l'aise avec eux. Régulièrement des parents d'élèves m'invitent. Je m'assieds à même le sol : je mange le couscous avec les doigts. Je suis bien. On parle d'un tas de choses, des enfants et de l'école. En classe, nous avons discuté de la récente « fête du mouton ».

Les élèves français, qui représentent les deux tiers, de l'effectif n'ont rien trouvé d'étrange à cela, au contraire, ils étaient contents de découvrir des coutumes autres que celles de leurs parents... Il y a une seule famille étrangère dans mon escalier, une famille turque... C'est à elle que je confie les clefs de mon appartement... Marie-Thérèse marque un silence et ajoute : « En vérité, j'aurais plutôt tendance à faire du racisme à l'envers ». Ca signifie quoi ? Silence encore. Puis : « A laisser croire que les étrangers sont meilleurs que nous en sommes... »

### Un trait sur le passé

Le juste équilibre est difficile. On exagère souvent dans un sens ou dans un autre.

Bref, la présence d'une population étrangère aussi importante — accrue de 22% en l'espace d'un an (1979-1980) — aurait pu entraîner des réactions violentes. Il n'en est rien — du moins jusqu'alors... Certes, le racisme quotidien existe. « Il s'exprime, me dit Kider, par exemple au moment d'une engueulade à propos des gosses. Les insultes pleuvent : *sale raton, retourne dans ton désert, etc.* Mais l'incident ne va pas plus loin. Je suis tellement habitué à ce genre de racisme que je n'y prête plus attention ».

sur le passé, sur la guerre d'Algérie et le reste... La plupart d'entre-eux se sentent Français comme vous et moi. Mais on ne peut pas changer de visage. Pour le « racisme quotidien » quand on a le teint basané, et les cheveux crépus, on ne peut pas être français. Alors beaucoup de ces jeunes se sentent mal dans leur peau. « D'autant que, me dit Denis, animateur de quartier, qu'on a tendance à leur mettre sur le dos un tas d'actes de vandalisme ». J'ai essayé d'en interviewer quelques-uns. Ils ont refusé.

Depuis longtemps, les bruits, plus fantaisistes les uns que les autres, courent sur le Drouais. Gérard, ouvrier chez Renault explique : A peine arrivé à Dreux, voilà huit ans, on m'a dit de ne jamais mettre les pieds à Prod'homme. C'est trop dangereux avec ces Arabes et tout ça...

— C'est vrai, renchérit Denise. Moi, avant de venir ici, en 1976, on m'avait raconté une foule de choses sur Dreux, et sur la présence des immigrés. Effectivement en arrivant j'ai ressenti un poids, non pas celui qu'on pourrait croire, mais celui de la misère ».

En interrogeant ici et là, j'obtiens des réponses plutôt contradictoires. Sur les classes trop chargées de petits immigrés. Selon des enseignants, « ça fait baisser le niveau général » ; selon d'autres, « ce sont les Français qui ne suivent pas »... Marc habite le quartier des Chamards considéré par beaucoup comme un ghetto.

— « C'est drôle, dit-il, moi je n'ai jamais eu l'impression d'habiter dans un ghetto »

On a même mis sur pied un comité de locataires (où les Français sont, naturel-

lement, très minoritaires) qui fonctionne normalement ». Assen, Algérien : « Nous les étrangers, on est trop nombreux dans la région, ça risque bien de nous retomber dessus un jour ou l'autre... »

Recul ou progression du racisme à Dreux ?

La situation est complexe. Complexité que certains utilisent, ce qui suscite l'inquiétude d'Assen : « Actuellement on essaie de nous dresser les uns contre les autres : les anciens harkis contre nous, nous contre les anciens harkis, et les Français contre tous les étrangers... »

### A l'assaut de Dreux !

Mais voilà que J.P. Stribois, secrétaire nationale du parti de J.M. Le Pen, le Front National, a décidé de partir à l'assaut de la Mairie de Dreux avec, comme cheval de bataille, l'anti-communisme et le racisme. Sur cette base, le candidat d'extrême-droite avait obtenu 13% des voix aux élections cantonales. Il pense sans doute que la xénophobie paie et qu'il suffit de l'exacerber, de mener une campagne bruyante, sur l'ensemble de la région. Le moindre incident entre Français et immigrés, le moindre acte répréhensible d'un immigré, les difficultés dont je parlais plus haut et celles engendrées par la crise (le chômage, la misère, le mal de vivre)... tout est utilisé pour alimenter les clivages et les haines. Des bruits courent, des tracts circulent... J.P. Stribois joue sur les instincts les plus bas du chauvinisme, de xénophobie pour piper des voix à chaque élection. Il parle d'une véritable colonisation de la France par les étrangers, affirme que « des commandos d'étrangers encadrés par les communistes de la CGT font la loi et pratiquent l'intimidation et la violence à l'égard des travailleurs »... A l'en croire, les étrangers ont plus de droits sociaux que les Français eux-mêmes, et « l'immigration aggrave dangereusement le chômage et l'insécurité »... Sa campagne nous annonce, pour dans dix ans au plus, quasiment l'apocalypse, si les gouvernants ne prennent aucune mesure contre tous ces « métèques » responsables de tous nos maux. Il a incontestablement marqué des points. 13% des suffrages exprimés. Cela doit être pris au sérieux, non ? Pire encore, sa meilleure percée, le Front National l'a réalisée dans certains quartiers populaires où le fardeau accablant et avilissant du chômage et de la misère pèse particulièrement lourd. Dans la cité Prod'homme justement, vieille cité d'urgence et sorte de bidonville moderne, où la joie de vivre est exclue, où le manque d'espoir fait qu'on se laisse aller parfois... qu'on se laisse marginaliser, il a presque atteint les 20%.

Dreux n'est pas malade du racisme, elle est malade de la crise.

Emile MURENE

# ALGÉRIE

## CHRONIQUE DES ANNÉES DE PAIX

*Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, éclatait l'insurrection. Huit ans de guerre pour une indépendance, vingt ans de lutte pour la rendre effective : les Algériens ont beaucoup à dire, en particulier à la France avec qui le dialogue a maintenant repris.*

**L**e 5 juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie est proclamée. Une photo fait la une de la presse internationale. Celle des enfants qui, par groupes compacts, envahissent les allées vastes et ombragées des quartiers européens. La joie se lit sur leurs visages. Ils rient et dansent en agitant des drapeaux verts et blancs frappés d'une étoile et d'un croissant rouges.

Relever le pays de ses ruines, reconstruire les écoles brûlées, les bibliothèques saccagées, les bâtiments publics plastiqués, redonner vie aux campagnes vidées de leurs hommes et mutilées par près de huit années d'une guerre sans merci, ce sont les premières missions des dirigeants sortis des maquis, et du peuple algérien tout entier. Tout a été fait pour vider l'appareil économique et administratif de sa composante humaine d'origine européenne. En prédisant l'apocalypse pour demain, l'OAS a provoqué l'exode massif des cadres *pièdes noirs* occupant les emplois jusque-là interdits aux Algériens. De nombreux oracles prévoient d'imminentes catastrophes et font déjà des offres de service pour remplacer une tutelle passée par une autre.

5 juillet 1982. Vingt ans ont passé. A Alger, les fêtes nationales n'ont pas eu l'ampleur attendue par tous. Le président Chadli Benjedid, par solidarité avec les peuples palestinien et libanais, a décidé d'annuler toutes les festivités : décision plus que symbolique, à l'image de vingt années de politique internationale : fidèle aux principes forgés pendant la guerre d'indépendance, l'Algérie n'a cessé d'apporter aide et soutien aux peuples luttant pour leur autonomie. En vingt ans, quelles qu'aient pu être les difficultés, les insuffisances et les épreuves, elle a su devenir un Etat réellement indépendant ayant une place originale dans le concert des nations : membre important du mouvement des non-alignés, elle est forte de sa double appartenance au monde arabe et à l'Afrique.

De Sidi bel Abbès à Constantine, des villes côtières aux frontières sahariennes, on est frappé par la jeunesse de ce pays. Jeunesse des hommes, jeunesse du paysage social. L'Algérie est un immense chantier où se dessinent — malgré ou à cause de multiples difficultés — les formes nouvelles et passionnantes d'une autre forme de développement économique et humain.



En 1962, la petite ville de Khenchela ne comptait que deux écoles primaires pour une population d'environ 13 000 habitants. Aujourd'hui Khenchela, à l'image de l'Algérie, a connu un essor démographique particulièrement important : environ 60 % de ses 80 000 habitants sont nés après l'indépendance. Le petit bourg rural où l'armée française regroupait les bergers et les paysans des Aurès est devenu une daïra (circonscription administrative comparable à une sous-préfecture) très active, foyer de développement économique et industriel entre la bordure Est des Aurès et les monts des Nementcha.

## Nos morts parlent quand vos vivants se taisent (1)

Juin. C'est la fin du Ramadan. Dans les rues, une part importante du temps de chacun est consacré à la recherche de produits que l'on pourra, le soir venu, offrir à sa famille ou aux amis chez qui l'on est invité. Les jeunes sont nombreux. A Khenchela, comme ailleurs en Algérie, il existe un chômage temporaire des jeunes gens entre la fin de la scolarité (vers 16-17 ans) et le service national. Ils discutent ou se promènent entre les boutiques. Certains lisent *El Moudjahid*, le quotidien national, et très souvent... commentent les résultats du *Mundial*.

L'un d'eux me demande si je suis un coopérant technique. Je précise que j'effectue un reportage pour un magazine antiraciste sur les vingt ans d'indépendance de l'Algérie. « Alors, vous venez pour le charnier ? ». A l'évidence, ils n'admettent guère l'espèce de curiosité malsaine qui se saisit parfois de certains journalistes européens. « Vous savez, enchaîne un autre, j'ai été à l'école tout près du charnier pendant des années ; je n'avais jamais imaginé que je me trouvais près d'un tel endroit. Au début, on ne pouvait pas croire que cela avait existé. On avait été habitué à déterrer des corps en différents endroits de la ville ou des campagnes environnantes mais jamais à un tel point. Quand le président de l'APC (le maire) a fait un appel pour le travail volontaire le vendredi sur le charnier, on n'imaginait pas ce qu'on allait découvrir ».

L'apparente insouciance de la fête et du foot-ball fait place à la gravité d'un passé qui ressurgit avec l'agressivité des choses que l'on a cachées au fond de soi.

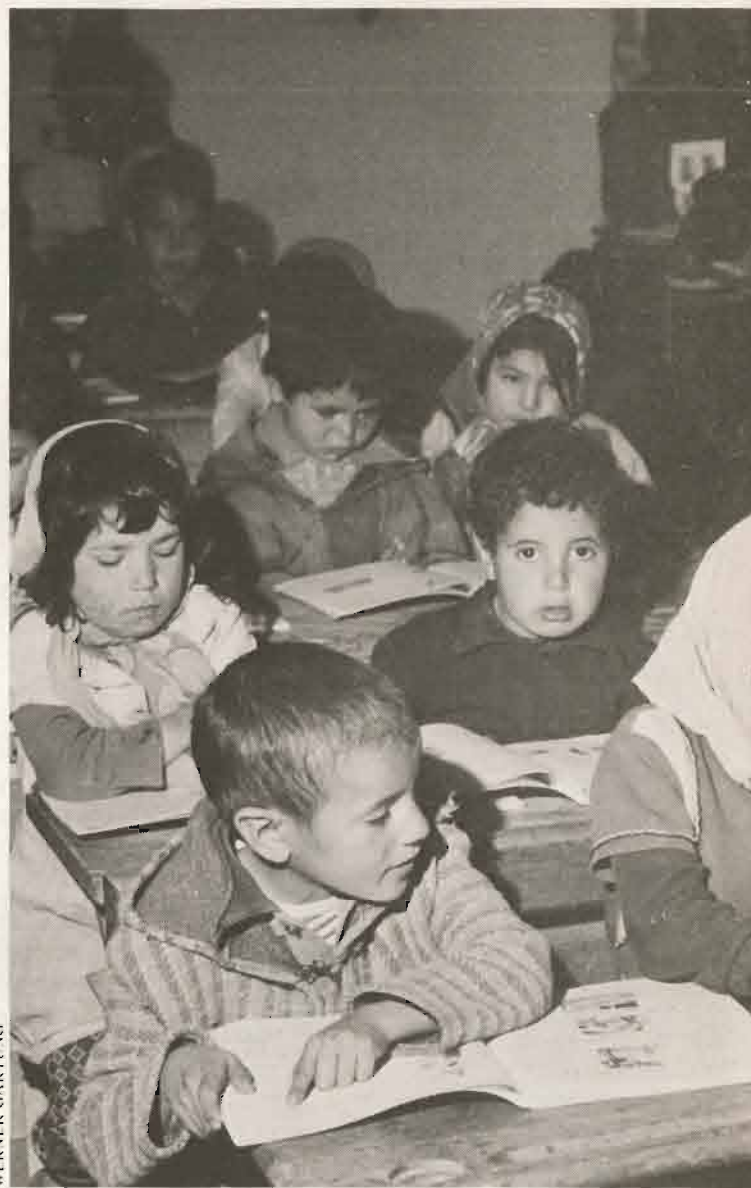
M. Kellim, le maire de Khenchela, m'a fait suivre le chemin que devaient prendre les suppliciés. Il m'a conduit à la clairière prise entre plusieurs collines des Aurès, d'où partirent dans la nuit du 31 octobre 1954 les 42 maquisards qui attaquent victorieusement la caserne de Khenchela.

La population des Aurès, fidèle à sa tradition historique de résistance à toutes les occupations et invasions, allait donner bien du souci à la Légion et autres corps d'armée.

Cette modeste bourgade occupait en effet une position stratégique importante, véritable verrou entre le désert, les Aurès et la frontière tunisienne (située à 60 km à vol d'oiseau). L'armée française transforma la petite caserne de 1954 en un véritable camp retranché et fortifié sur plusieurs kilomètres. Le terrain vague où furent exécutés pêle-mêle maquisards et paysans râflés par la légion se trouvait à l'extérieur de la ville et était cerné de barbelés. La voix de M. Kellim se brise. Nous arrivons devant le charnier. Plus de mille corps en ont été retirés. Le terrain pourrait faire penser à un immense chantier de fouilles, la terre y est sèche et dure. Le soleil écrase les formes.

Plus loin, le petit bois souvent évoqué dans les articles de la presse française.

Ce petit bois semble d'autant plus accueillant qu'il offre de l'ombre en cette contrée où le soleil frappe si fort. Tout comme me semblaient douces les formes de ce petit village du Limousin. Oradour-sur-Glane. Quelques trous sont creusés. Des pierres retiennent une bâche en plastique. « Nous avons



WERNER GARTUNG

*poursuivi un peu la recherche des corps dans le bois : c'était pour la télévision française. Ils n'avaient pas l'air de nous croire vraiment quand on leur disait que les victimes avaient été abattues et jetées sur place. Nous avons exhumé encore quelques-uns de ces martyrs et ils ont pu filmer ».* M. Kellim soulève alors le morceau de plastique et je peux voir le corps

## Ne pas photographier les corps

d'un enfant d'environ huit ans. Il est là, recroquevillé comme s'il dormait en chien de fusil, encore pris dans la terre qui l'enserre. Plus loin d'autres toiles soulevées, d'autres corps, d'autres déchirures faites au genre humain.

Je ne veux pas photographier les corps. Seule reste l'image du maire de Khenchela et du responsable du FLN — lui-même torturé dans sa jeunesse — penchés vers ce passé poignant. « Et dire qu'il s'est trouvé des voix en France pour mettre en cause la véracité de ce qui a eu lieu. C'est un peu comme si on voulait nier ces hommes, les tuer une seconde fois. Comment certains peuvent-ils parler de règlements de comptes ? Comment concevoir de telles choses ? Tout s'est passé à l'intérieur d'un camp retranché à l'écart de la ville ».

M. Kellim, comme de nombreux Algériens, a découvert à quel point sont occultés en France les hauts faits de l'armée de Bigeard, Massu et autres.

« Un collègue avait appris à ses élèves La cigale et la fourmi. Pourquoi, demande une gamine, la cigale qui a fait de la musique pour faire plaisir aux autres n'a-t-elle pas droit au salaire ? Elle a travaillé comme la fourmi, et La Fontaine alors, lui aussi il gagnait sa vie avec ses fables ».



# UN MESSAGE DE JEAN PIERRE COT ministre de la coopération et du développement

En 1962, l'Algérie retrouvait une indépendance qu'elle avait perdue 130 ans auparavant après de terribles combats.

Elle reprenait sa place dans le concert des nations libres, et ouvrait aussitôt de nouvelles relations avec la France, fondées sur la coopération volontaire et la confiance en l'avenir, malgré tous les drames de la guerre de libération.

Vingt ans après, un premier bilan peut être tiré : il est à l'honneur de l'Algérie, de l'amitié franco-algérienne et de tous ceux qui ont contribué à la développer. Le gouvernement de la gauche a montré sa volonté d'étendre la coopération entre les deux pays dans de nouveaux domaines, et d'établir ainsi un véritable co-développement qui contribue à aider l'Algérie et la France dans leur lutte contre la crise.

Cette volonté rejoint l'action de tous les défenseurs de la solidarité entre les peuples, au-delà de leurs différences. Elle est au service de la paix et du progrès.

Jean-Pierre COT



Il faudrait dire aussi ces corps entreposés dans de petites boîtes en sapin clouées à la hâte et amoncelés dans l'une des pièces du local des anciens moudjahidines (anciens combattants). Dire aussi le regard de cet homme qui, avec d'autres volontaires, a creusé la terre, lorsqu'il raconte sa découverte : pris dans les racines d'un arbre, les corps d'une mère et de son enfant serrés l'un contre l'autre.

A Khenchela aujourd'hui, il y a vingt-cinq écoles primaires, cinq cours d'enseignement moyen (ce qui équivaut du point de vue des tranches d'âge aux CES), deux lycées, un centre de formation professionnelle pouvant accueillir 5 000 élèves.

« A Khenchela, précise le maire, nous avons également appliqué la formule Tout pour la santé et l'éducation. Aujourd'hui il n'y a plus de maladies endémiques dans notre région. A partir de 1969, les écoles ont été construites dans tous les quartiers de la ville. Un centre technique avait été ouvert en 1967, notre premier lycée date de 1971. En annexe de la maternité et du centre de soins de la CASOREC (caisse de sécurité sociale) s'est installée une école paramédicale. Nous faisons tout pour fixer la population dans notre région. Le phénomène d'exode rural n'est pas complètement enrayé, mais il a tendance maintenant à se fixer sur Khenchela au lieu de se porter vers les grandes métropoles et les villes côtières ». « Les gens de Khenchela sont très fiers de leur région, confirme M. Djebaili, membre de l'APC (conseiller municipal) et chef du service commercial de l'unité SNLB (Société

Nationale des Lièges et Bois), ils ont envie de rester dans les Aurès.

Le rôle historique joué par leurs familles dans la libération du pays n'est pas étranger à ce type de décision ».

« C'est à partir de 1975 que se situe le tournant dans le développement de la ville, confirme le maire, il n'y avait auparavant que quelques petites entreprises sous tutelles communales liées aux travaux du bâtiment et en particulier à la construction de logements ou d'établissements scolaires. Nous avons créé une structure que vous qualifieriez en France de syndicat intercommunal. Le chantier de l'usine a démarré en 1975, il a duré quatre ans. Aujourd'hui nous sommes fiers d'avoir 460 salariés dans ce qui est le premier complexe intégré du tiers-monde pour le sciage, le placage et l'ébénisterie ».

« Quand nous atteindrons 560 employés, précise M. Azzouz, directeur du complexe, nous passerons à deux équipes postées. Le personnel est entièrement algérien ; il maîtrise l'en-

contribuera au développement et à la transformation d'une zone rurale que le régime colonial avait profondément déséquilibrée.

C'est à Khenchela, ville mise en avant par une actualité que les Algériens auraient bien voulu croire révolue, que j'ai découvert le devenir de l'Algérie. Avec un humour amer, M. Kellim m'a demandé de venir avec lui pour rendre l'ultime hommage à l'œuvre civilisatrice de la France. La municipalité de Khenchela a gardé l'un des vieux réverbères qui éclairaient le petit quartier résidentiel européen. Aujourd'hui l'ensemble de la ville a l'électricité.

Pour l'anecdote, ajoutons que les maillots de l'équipe nationale algérienne au Mondial ont été fabriqués à Khenchela, ce qui emplit de fierté beaucoup d'habitants de la petite ville. Cette décision fut prise à la suite du tollé général que souleva dans le pays l'annonce que les joueurs algériens porteraient pendant le Mondial des maillots publicitaires Adidas.



SOUTIER SUNSET

Un pays jeune.

semble du fonctionnement d'une usine dont la technologie est particulièrement sophistiquée. La société belge qui l'a installée devait en assurer le suivi jusqu'en 1983. Mais elle a fait faillite et c'est nous-mêmes qui, sans à-coups, avons poursuivi l'installation des différentes chaînes de production. Cette usine est une véritable petite révolution dans les mentalités de la région. Plus de 250 ouvriers sont d'anciens bergers illettrés. Je suis frappé de voir à quel point certains individus peuvent se révéler face à des mutations technologiques comme celles de cette entreprise. L'un des ouvriers, ancien berger, a acquis par la formation interne à l'entreprise une qualification qui aurait impliqué dans un cycle scolaire traditionnel plusieurs années d'études spécialisées ».

L'usine fonctionne avec des bois importés, car l'Algérie est très rigoureuse dans la protection de ses sites forestiers. Au Sud, pour enrayer la désertification, d'énormes campagnes de reboisement ont été entreprises. Même si les unités de la SNLB ont été installées près des sites forestiers traditionnels, elles ne traiteront pendant de nombreuses années que des matières premières importées.

C'est la réponse algérienne aux pratiques de l'armée française qui, pour se protéger, avait poursuivi le déboisement à outrance opéré pendant la colonisation.

L'installation d'entreprises modernes dans un village comme Khenchela implique aussi une modification dans les rapports sociaux. La Sonitex (société nationale de l'industrie textile) a installé la deuxième grande usine de la ville.

Elle emploie pour l'instant 1 400 personnes dont près de la moitié sont des femmes. L'entreprise est encore appelée à se développer.

Nul doute que cet accès au travail salarié pour les femmes

## Les voies de l'indépendance

Dès 1966, l'Algérie s'est engagée dans une voie tendant à lui assurer la maîtrise de ses propres moyens économiques : nationalisation des ressources minières et des principales activités restées aux mains des non-nationaux. En 1968, « les privilèges douaniers » sont remplacés par un tarif douanier rationnel et adapté à la protection de son industrie naissante. Le point culminant de cette démarche est la récupération du secteur des hydrocarbures en 1971. Comme le dit dans **Algérie-Informations** (juillet 1982) M. Abdelhamid Brahimi, ministre de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, « la prééminence du rôle économique de l'Etat s'est affirmée par la récupération des richesses nationales, la prise en main des principaux leviers de l'économie, la création et le développement d'entreprises publiques dans l'ensemble des secteurs d'activité, et la mise en place d'un appareil institutionnel et réglementaire assurant l'intervention directe de l'Etat sur l'ensemble des domaines de la vie économique et sociale ».

Les bénéfices tirés de la vente des hydrocarbures ont été consacrés à la construction d'une industrie sidérurgique lourde (88 % des investissements industriels des plans triennaux et quadriennaux de 1967 à 1978) conçue comme la véritable épine dorsale d'une économie indépendante. Le premier et le deuxième Plan quinquennal mettaient en place les bases de la production dans la sidérurgie, la pétrochimie, la mécanique et l'électronique. L'Algérie en chantier luttait pour asseoir son développement par ses propres ressources et sa propre dynamique. Tout le monde s'accorde pour constater que le rôle des hydrocarbures aura été central pour permettre de réaliser des unités industrielles à la mesure des potentialités et des besoins de l'économie. C'était le refus du



GAMMA

De gros moyens.

## Odeurs de cuisine Griwech

### Oreillettes

#### COMPOSITION

1 kg de farine - 300 g de beurre ou de margarine - 1 œuf - 1 cuillerée à soupe de sucre - 1 sachet de levure chimique - 1 cuillerée à soupe de vinaigre - 1 cuillerée à soupe d'eau de fleur d'oranger - 1 petite pincée de sel - 500 g de miel - 100 g de grains de sésame (djeldjlâne\*) - 1 sachet de colorant ou safran - huile pour friture.

#### PRÉPARATION

● Faites fondre le beurre sans bouillir. Tamisez la farine dans un large plat rond (gas'a). Saupoudrez de sucre, de sel et de levure et mélangez le tout. Faites la fontaine. Versez au centre le beurre, le vinaigre, l'eau de fleur d'oranger et l'œuf. Battez bien le tout à la main ou avec une cuillère en bois. Incorporez petit à petit la farine à ce mélange et frottez bien la pâte obtenue entre les paumes des deux mains.

● Faites dissoudre le safran dans un verre d'eau. Arrosez la pâte de cette eau en pétrissant en même temps jusqu'à ce qu'elle devienne lisse et un peu plus molle que la pâte à pain. Roulez-la en boule et recouvrez d'un linge propre.

● Prenez une petite boule de pâte (la grosseur d'une orange). Aplatissez-la légèrement avec la paume de la main. Étendez-la ensuite au rouleau sur une épaisseur de 2 mm environ. Coupez à la roulette des petits rectangles de 12 à 13 cm de long sur 7 à 8 cm de large.

modèle import-substitution établi dans de nombreux pays fournisseurs de matières premières.

Il est évident que cet élargissement des structures productives a exigé des sacrifices financiers et sociaux considérables, a entraîné des déséquilibres financiers et sociaux considérables, a entraîné des déséquilibres sectoriels et régionaux importants. Combien de pays du tiers-monde, voire même occidentaux, peuvent se targuer d'avoir avec succès engagé le processus de rupture avec l'ordre colonial et néo-colonial, et d'avoir en deux décennies édifié des structures productives aussi larges et variées ? Pour montrer l'ampleur de l'œuvre accomplie, pour traduire en chiffres ces usines, ces ateliers, ces complexes, ces unités de production qui ont transformé le visage de l'Algérie, il est possible d'affirmer que ce pays a connu, au long des 15 dernières années un taux moyen de croissance de 7,4 % par an. La production intérieure brute (c'est-à-dire le résultat des efforts des agents productifs de l'économie) est passée en prix courants de 14,6 milliards de dinars en 1967 à 86,8 milliards en 1978 pour atteindre 110 milliards en 1981. Les emplois créés dans la période 1967-1978 s'élèvent à 1 million de postes.

Si les Algériens ne mettent pas en cause l'importance capitale pour le développement de leur pays du processus d'industrialisation initié à partir de 1966, ils ont été amenés à en constater cependant les aspects négatifs. C'est là le sens des propos de M. A. Brahimi (dans **Algérie Informations**) : « Un déséquilibre profond, maintenant parfaitement analysé, était inscrit dans la répartition du stock de capital à la disposition de chacun des secteurs de l'économie nationale.

[...] Bien plus, ce déséquilibre était accentué par une concentration géographique privilégiant la mince frange côtière du pays au détriment de l'intérieur ».

C'est pour cela que le plan quinquennal 1980-1984 vise essentiellement à rétablir les équilibres économiques menacés par un trop fréquent recours à l'extérieur pour y rechercher des capacités de réalisation et de conception (voire même de financement), à contrecarrer tout relâchement des disciplines de planification et l'insuffisante maîtrise de la conduite des projets. Des entreprises se sont hypertrophiées et ne fonctionnaient souvent qu'à l'intérieur d'une logique propre : SONATRACH (hydrocarbures) ou SONACOME (mécanique). Un vaste mouvement de restructuration a été lancé à partir de 1979 ; il est fondé sur la spécialisation, la séparation des fonctions et la décentralisation. Ce mouvement est relayé par un effort de restructuration financière destiné à accroître l'autonomie de jugement et de décision des entreprises publiques. Par ailleurs, la place du secteur privé dans l'économie algérienne est encore en cours de réexamen par l'assemblée nationale. Si la question de la création de sociétés d'économie mixte est souvent au cœur de débats passionnés, il ne semble pas en l'état actuel des choses que l'Algérie du président Chadli s'appête à renoncer au rôle fondamental conféré au secteur public par le Président Boumédiène.

## Billets d'humeur

Au-delà des bilans économiques effectués par les responsables de l'économie algérienne, aussi lucides et déterminés soient-ils, il faut essayer de saisir le vécu quotidien de l'homme algérien. **El Mouhajid** et **Algérie Actualités** font régulièrement écho aux difficultés que rencontre la population. La presse publie des reportages ou des billets d'humeur sur les carences de l'approvisionnement en certains produits alimentaires, les files d'attente aux guichets des postes pour encaisser des chèques, la valse des étiquettes durant le mois de Ramadan, l'état de certains centres de vacances populaires, la longueur des formalités d'entrée pour les immigrés algériens en vacances, les conditions de travail dans certaines entreprises sidérurgiques, etc.

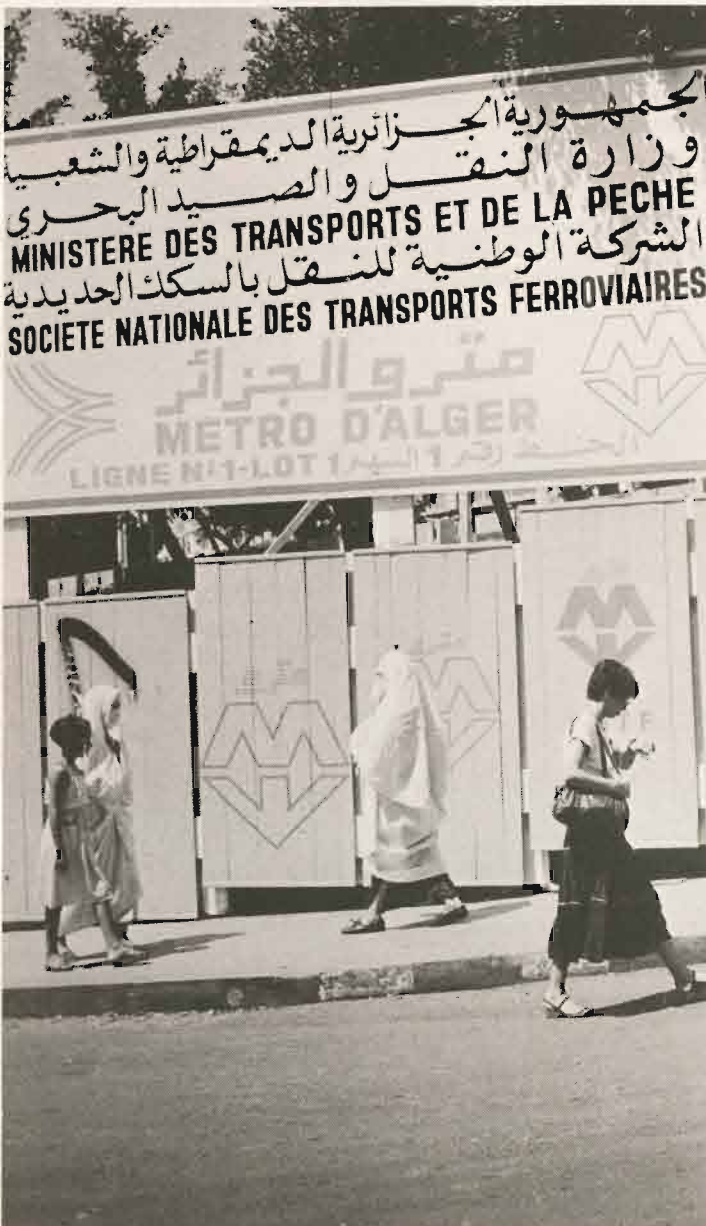
Voici quelques-uns des titres d'un numéro d'**Algérie-Actualités** pris au hasard en juin-juillet (**Algérie-Actualités** est l'heb-





M. Drid, directeur technique, nous apporte des éléments d'appréciation qui vont dans le même sens : « *Bien que notre système ne soit pas exempt de gaspillages, force nous a été de constater que le recours à un constructeur étranger n'implique pas l'absence d'erreurs. Ainsi, notre partenaire a commis plusieurs erreurs de conception qui nous occasionnent des dépenses et des difficultés humaines. L'usine, adaptée à un pays européen peu ensoleillé, est éclairée à l'électricité toute la journée ; notre niveau moyen d'ensoleillement aurait pu, avec une construction de toits adaptés, nous permettre bien des économies. De même, la chaleur pose des problèmes d'aération terribles, ce qui ne manque pas d'aggraver les conditions de travail des ouvriers, et plus particulièrement à la fonderie* ».

D'une certaine façon, cela fait aussi partie des leçons que les Algériens tirent des vingt années passées : aller vers une coopération entre les différentes unités de production du pays au lieu de tout prétendre faire dans une usine livrée clés en mains. Quand l'on songe que les constructeurs n'avaient pas prévu suffisamment de magasins pour entreposer les produits finis !



La France participera à sa construction.

Annaba, quatrième ville d'Algérie : un port qui voit transiter les produits miniers et agricoles de tout l'Est algérien. C'est aussi et surtout le centre sidérurgique de El-Hadjar. Le temps de songer à Hippone (en latin Hippo Regius), à Saint-Augustin qui en fut évêque pendant 36 ans, à l'importance passée de la ville (Hippone fut longtemps la deuxième ville d'Afrique) et déjà nous voilà plongés dans la cité moderne, bigarrée et plurielle. Elle a du mal à se remettre d'un choc culturel profond, provoqué par une industrialisation dont nul n'avait idée il y a de cela vingt ans. C'est en effet un des aspects les plus frappants des transformations survenues : en vingt ans, des générations d'hommes et de femmes ont basculé d'un siècle en un autre.

A Annaba s'est construit un ensemble industriel employant douze mille personnes. En créant les conditions d'une fantastique concentration ouvrière, l'Algérie a fait naître des problèmes que connaissent nombre de pays développés ne pouvant — ou ne voulant — faire face à la réalité socio-culturelle quelle implique.

### Les lumières de la ville

L'outil de l'indépendance algérienne qu'est son industrie

2 novembre 1954  
3 novembre 1954

## Le Monde

### TERRORISME EN AFRIQUE DU NORD

● Plusieurs tués en Algérie au cours d'attaques simultanées de postes de police.

Le terrorisme, qui vient de faire à Casablanca de nouvelles victimes, s'est brusquement étendu la nuit dernière à une Algérie qui ne paraissait jusque là menacée dans l'Est Constantinois que par des incursions accidentelles des fellaghas tunisiens.

● Dans les Aurès les engagements se poursuivent autour d'Arris, entourée par plusieurs centaines de hors-la-loi.

2 novembre 1954

## LA CROIX

### RECRUESCENCE DU TERRORISME EN ALGÉRIE

2 novembre 1954  
3 novembre 1954

## L'Humanité

### GRAVES ÉVÉNEMENTS EN ALGÉRIE

● Plusieurs morts et blessés dans la nuit de dimanche à lundi.

Constantine en état de siège.

Nombreuses arrestations de patriotes algériens.

On se souvient qu'en 1945 les provocations colonialistes aboutirent dans cette région à des massacres qui faisaient plusieurs dizaines de milliers de victimes algériennes.

### HALTE A LA RÉPRESSION EN ALGÉRIE

● Une vaste opération de « ratissage » montée à la façon de celles qui ensanglantent la Tunisie, est en cours en Algérie, dans le massif de l'Aurès au sud de Batna.

lourde devait fatalement engendrer une série de nouvelles réalités, l'une des plus marquantes et quasi paradoxale étant l'émergence d'une forme particulière d'immigration intérieure comparable (le racisme en moins), par sa relation à l'espace urbain et à ses rythmes de vie, à l'immigration dans les pays européens. Un tel phénomène ressort nettement d'ailleurs de l'excellente étude parue dans *Algérie-Actualités* n° 874 - semaine du 15 au 21 juillet 1982) : « *Mahamoud, moustaches bien fournies, une silhouette frêle, chaussures plates de ville, ne connaissant pas du tout l'économie des mots, se met à raconter sa vie avec de grands gestes : Oui, nous sommes de véritables immigrés. Ni eau, ni électricité. On refuse, comble de la démesure, de nous délivrer des certificats de résidence. A Annaba, on nous envoie à El Milia et vice-versa. Sommes-nous des apatrides ?* ». Mahmoud a, comme de nombreux autres travailleurs d'origine rurale, été attiré par les lumières de la ville et la perspective d'un salaire plus élevé et régulier.

Il nous dit, de l'intérieur, son vécu d'ouvrier déraciné. L'article en toute liberté, porte un regard d'une remarquable lucidité sur cette partie de la classe ouvrière algérienne dont la culture originaire s'effiloche, voire même se détruit complètement, à la périphérie d'une grande ville industrielle. Ces entre-deux du développement, qui ne sont plus paysans mais pas encore ouvriers, construisent pourtant l'avenir de

3 novembre 1954

## Combat

### LES TERRORISTES ALGÉRIENS MAINTIENNENT LEUR PRESSION

Il semble que les émeutiers maintiennent une certaine pression sur la petite localité d'Arris, les renforts se sont heurtés à des bandes armées de fusils mitrailleurs.

3 novembre 1954

## LE FIGARO

### VAGUE DE TERRORISME EN ALGÉRIE

Le calme est revenu hier en Algérie où la troupe et la police demeurent en état d'alerte.

Cependant l'agitation persiste dans le massif de l'Aurès, où, aux terroristes algériens, se sont joints des fellaghas tunisiens. On sait maintenant qui sont les responsables des attentats. Les extrémistes du MTLD qui veulent lancer l'Algérie dans la « lutte révolutionnaire » aux côtés des Tunisiens et des Marocains.

2 novembre 1954

## L'AURORE

### LES TERRORISTES PASSENT A L'ACTION

Plus de 10 morts, 300 millions de francs de dégâts. L'Algérie vient de connaître des heures tragiques.

Dans la nuit de dimanche à lundi, en effet, une trentaine d'attaques, soit à la bombe, soit à la grenade, ont été perpétrées simultanément en divers points du territoire par des commandos de fellaghas armés de mitraillettes et de fusils automatiques du dernier modèle, et parfois même casqués !

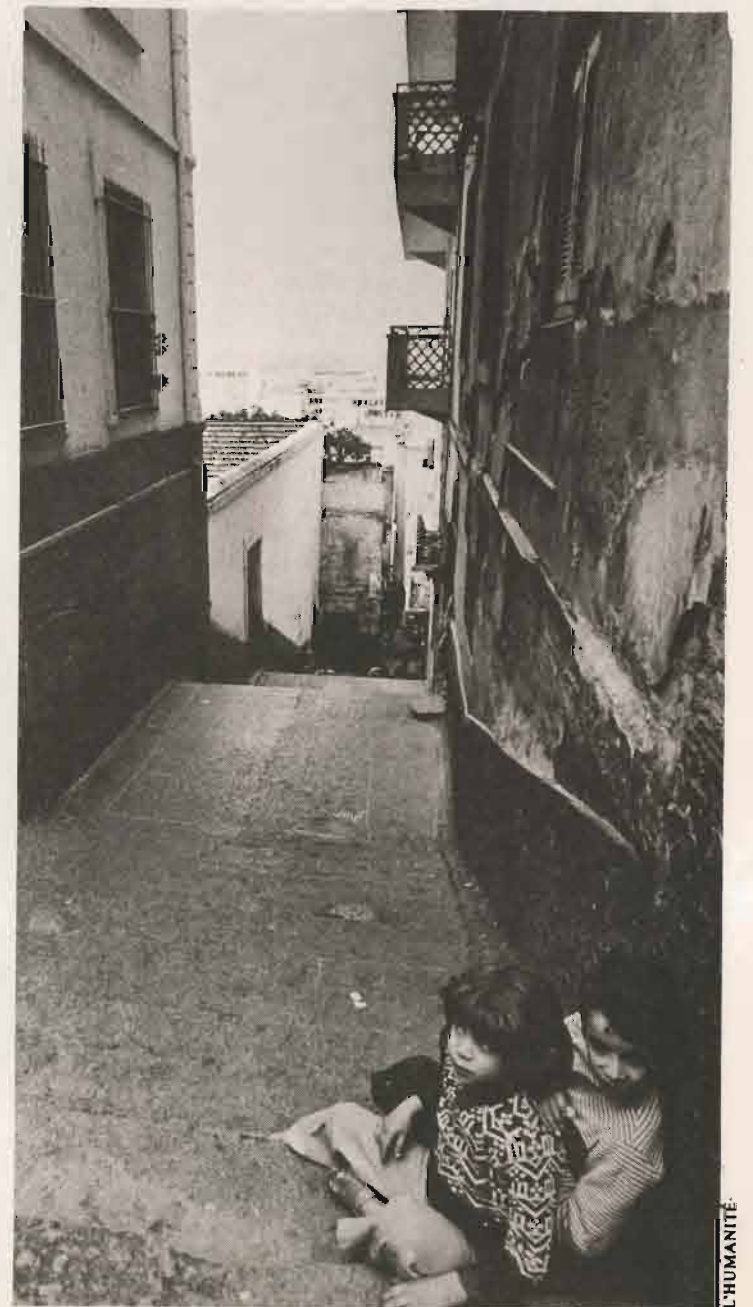
Cette agression, affirme le gouverneur général Léonard, a été ordonnée et coordonnée de l'étranger.

leur pays par delà la marginalisation et les divisions. Les hommes et leurs familles s'installent dans des quartiers provisoires, reconstituant partiellement leurs villages et régions d'origine, comme si, malgré le ghetto, ils pouvaient revivre la Djemaa (2). Ces quartiers ont nom Sidi Brahim, Bou Hamra, Sidi Amar... ils sont le lieu où résident les O.S. de la sidérurgie : couleurs, enfourneurs. Il leur est plus difficile d'obtenir un logement, ils ne sont pas de la région d'Annaba, ils sont souvent brimés par les personnels administratifs — c'est du moins le sentiment qu'ils ont.

Cette dure réalité ne doit cependant pas laisser croire que la situation de ces hommes est effroyable ou, à tout le moins, comparable à celle des immigrés. L'Algérie bâtit son avenir, à partir d'une voie qu'elle a choisie, dans un univers qui lui est hostile aussi bien du point de vue de l'héritage colonial que du point de vue international.

Jean-Pierre GARCIA

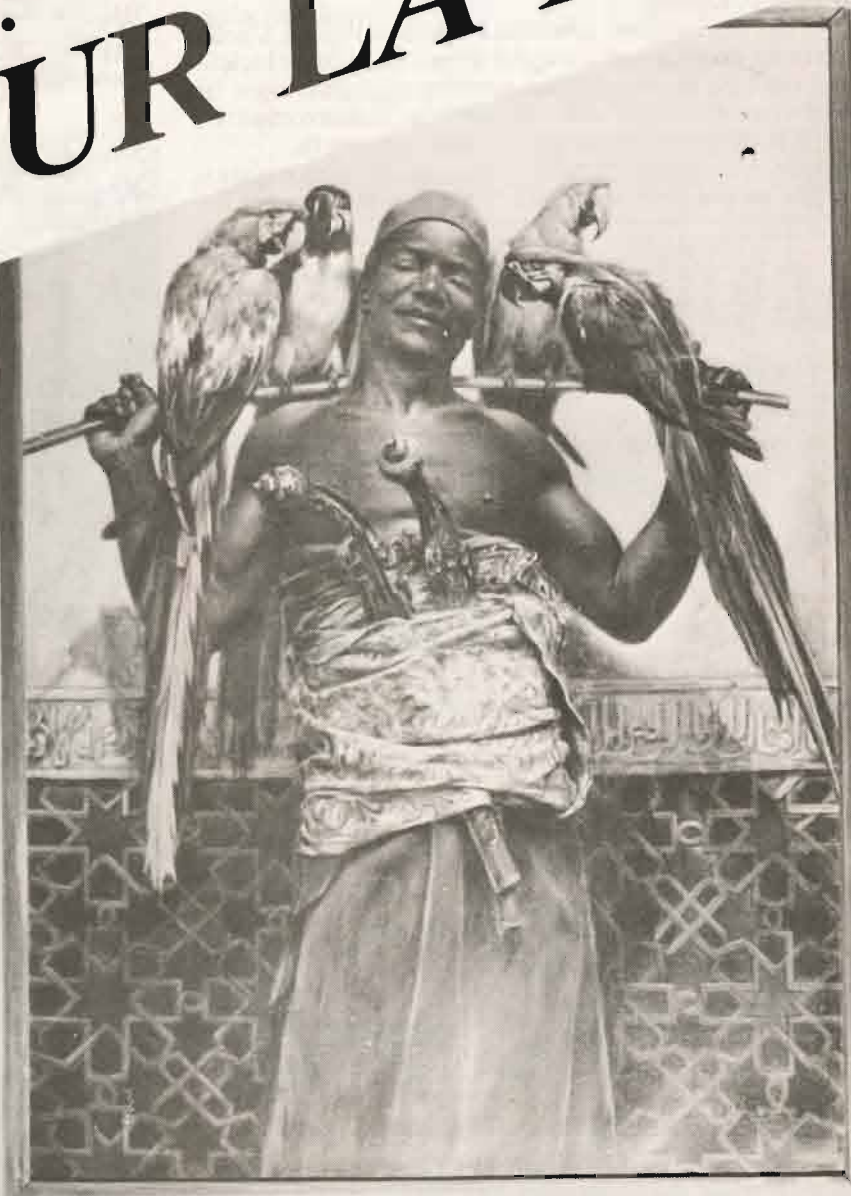
(1) Lettre d'un ancien détenu de Khenchela à son tortionnaire (in *Libération* 24.6.82).  
(2) DJEMAA : assemblée populaire de village où traditionnellement se font les échanges et éventuellement se règlent les conflits.



L'avenir s'annonce bien.

Porte de l'Orient depuis presque toujours, la ville retrouve son passé d'échanges avec le Bassin méditerranéen. Une bouffée de vent du large qui pourrait rafraîchir les moiteurs du Vieux-Port.

# MARSEILLE : VUES SUR LA MER



Dans « les orientalistes provençaux », une des expositions inaugurées par François Mitterrand.

À u commencement était la ville, née de la rencontre, six siècles avant Jésus Christ, de peuplades locales avec des marins venus du Proche-Orient chercher de l'étain. Elle ne cessera de s'étendre, surtout entre le XIII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle, nourrie de ses échanges avec les pays du Bassin méditerranéen. Aujourd'hui, la cohabitation des différentes communautés n'est pas toujours aussi pacifique que du temps des Phocéens, comme le montre l'encadré ci-contre. C'est peut-être pour chercher des leçons du passé que Marseille a organisé cette grande opération baptisée « *Orient des Provençaux* ».

Dix-sept expositions ont été éparpillées dans la ville, avec une manifestation centrale qui donne le ton, en plein Centre-Bourse. Un appât pour le public de passage dans le quartier, pour le guider vers les autres.

« *Baya, dont la mission est de recharger de sens ces beaux mots nostalgiques, l'Arabie heureuse...* » Ainsi parlait André Breton d'un des plus grands peintres algériens contemporains. Baya est née près d'Alger en 1931, elle a des toiles dans tous les musées du monde, mais est mal connue en France. Pour la première fois, une exposition rétrospective montre les femmes qu'elle peint, créatures étranges et intemporelles.

Le port est mort, vive le port. A sortir du métro *Vieux Port*, à arpenter les quais où sont amarrés côte-à-côte voiliers désarmés et paumés en tout genre, on a peine à imaginer qu'il a pu vivre un jour, comme dans le tableau de Joseph Vernet. Louis XV avait commandé quatorze toiles représentant les ports de France :

celui de Marseille est fascinant. Tout le quai, au XVIII<sup>e</sup> siècle, est occupé par le négoce : Turcs, Levantins, barbaresques, négociants, badauds et petits revendeurs y traitent. Il y a là tous les costumes du monde d'alors. Porte de l'Orient, et de plus loin, Marseille a tou-

jours été un lieu de passage. Y sont passés aussi, de tous temps, les troupes alliées, enrôlées, puis dites *coloniales*, qui sont venues combattre en Europe pour la France. Une exposition rend hommage à ces turcos, spahis, tirailleurs et goumiers.



Les joies de la vie à bord.

## Les pêcheurs marocains à fond de cale

La belle carte postale ! Les bateaux de pêche à l'amarre dans le port de Marseille, sur fond de ciel bleu, et de barques au radoub. On croirait entendre crier les mouettes. Mieux vaut peut-être rester au large, on risque, à s'approcher, d'entendre quelques dissonances.

Les patrons pêcheurs de Marseille emploient 300 personnes, dont 90 % d'étrangers, essentiellement marocains. Depuis 1973, on les recrute directement

au pays. Les employeurs leur font signer un contrat dûment ratifié par les Affaires maritimes. Le salaire n'est à aucun moment précisé.

Tradition dit-on : le salaire versé chaque semaine représente la part de l'employé sur la pêche. Mais le pesage se fait entre patrons et intermédiaires, hors de vue des marins. Résultats : 2300 francs par mois au mieux, pour 16 à 18 heures de travail par sortie de pêche. C'est bien peu, c'est même illégal : qu'à cela ne

tienne, les Affaires maritimes délivreront des attestations gonflées. D'ailleurs, on maltraite beaucoup les traditions : tout patron pêcheur doit porter sur le rôle d'équipage le nom des marins embarqués, formalité nécessaire en particulier aux remboursements de sécurité sociale. Cette inscription semble fantaisiste à Marseille : y sont portés des marins non embarqués, et oubliés ceux qui sont à bord, au gré des humeurs. Une fois acquittées les nuits de pêche, on peut rentrer chez soi. Pour une partie des pêcheurs marocains, il suffit de descendre dans la cale. Dans les beaux chalutiers ventrus de la carte postale, les cales qui servent à la pêche peuvent aussi abriter des couchettes de bois où les marins repoussent leurs effets personnels pour s'allonger. Pas de place, pas d'armoire, pas d'hygiène, mais des rhumatismes et

des déficiences visuelles... Naguère, un marin qui regagnait sa cale le soir, s'est noyé...

Reste l'hôtel et les marchands de sommeil. A condition de ne trop rien dire : cet été, des Marocains qui avaient le front de réclamer des reçus de loyer ont retrouvé leurs affaires en tas dans le hall de l'hôtel et ont été priés par la police d'aller dormir ailleurs. Où ? Sur les barques ?

Bruno TRAJAN

Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, à Marseille, cohabitent galériens, européens et levantins ; 20 % des galériens sont turcs. L'exposition *Mémoires de nos quais* évoque cette *chiourne turque des galères royales*. C'est un siècle de fructueux échanges avec le Proche-Orient : pour les besoins du commerce, les riches négociants marseillais envoient leurs enfants en Turquie pour apprendre la langue.

D'ailleurs les rapports étaient anciens : pendant les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, les pirates et les barbaresques se partagent le contrôle de la Méditerranée. Le plus grave problème d'alors est le rachat des esclaves. Ce sont les commerçants marseillais qui sont chargés de ces négociations, tandis que trois congrégations religieuses s'occupent de leur rédemption. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, cela fait partie des occupations de la ville. Ainsi les témoignages de deux esclaves rachetés, Germain Mouette et le père Quartier. L'entreprise est originale : au-delà des difficultés actuelles de la ville, il s'agit de plonger dans un passé qui témoigne de la richesse des relations entre Marseille et l'Orient, qui n'étaient pas fatalement

fondées sur un rapport de force favorable à l'Europe.

En montrant que le vieux port n'a pas seulement été fréquenté par les immigrés d'aujourd'hui, on peut combattre l'idée, trop répandue, que l'immigration est un « mal récent », qu'autrefois les peuples vivaient dans la « pureté » de l'autarcie.

Même si le lourd passé de la colonisation reste présent : le musée de la vieille Charité évoque les expositions coloniales de 1906 et 1922, les Archives de la ville, les souvenirs de la Compagnie universelle du Canal de Suez.

De toute façon, l'amitié entre les peuples a tout à y gagner : à preuve, cette première importante : le Musée des Beaux-Arts d'Alger a prêté à la ville quarante-cinq de ses chefs-d'oeuvre. Une coopération sans précédent, et pour cause.

Il ne faut pas rêver : une telle manifestation ne supprimera pas les problèmes de Marseille, mais c'est déjà un grand pas que d'exhiber sa diversité et ses contradictions.

Jean ROCCIA

### Maisons recommandées

- IDEAL CUIR  
41 avenue Mathurin Moreau, 75019 Paris
- Ets LA PASTILLA  
1 bis rue Ferdinand Duval, 75004 Paris
- ASCOT  
23 rue Etienne Marcel, 75001 Paris
- MAX KAHN  
Confection pour dames  
16 rue du Fbg St-Denis, 75010 Paris
- Ets DENIS G.  
66 rue René Boulanger, 75010 Paris
- Sté des Ets PIERRE MÉLÉ  
53 passage du Caire, 75002 Paris
- ÉLIBÉ  
65 N.D. de Nazareth, 75002 Paris
- Ets NITLICA  
125 fbg St-Honoré, 75008 Paris
- AU BOIS BLANC MODERNE  
37 rue Claude Decaen, 75012 Paris
- Ets STAW  
105 bd Magenta, 75010 Paris
- Ets HENRY ROZEN  
18 rue du Sentier, 75002 Paris

# LA TOLÉRANCE N'A PAS DE PAYS

**Le président de la République est attendu en Inde. Peut-être s'apercevra-t-il que là-bas, coexistent et s'affrontent plusieurs conceptions philosophiques.**

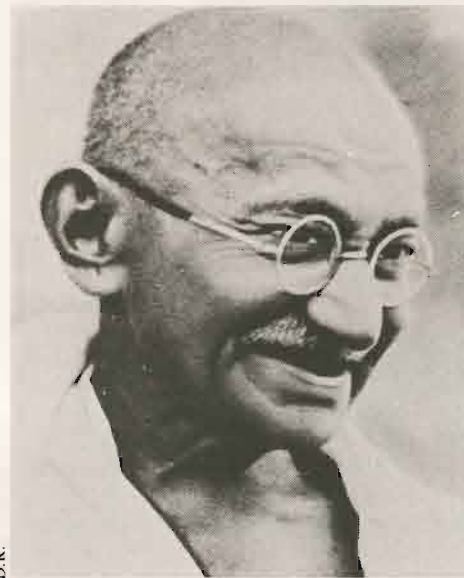
Le Roi ami des Dieux au regard amical, honore toutes les sectes, les samanes (moines errants) et les laïcs, tant par des libéralités que par des honneurs variés... Mais ni aux libéralités ni aux honneurs, l'ami des dieux n'attache autant de prix qu'au progrès dans l'essentiel de toutes les sectes. Ce progrès est de diverses sortes mais le fond, c'est la retenue du langage de façon qu'on s'abstienne d'honorer sa propre secte ou de dénigrer les autres... Il faut même rendre honneur aux autres sectes à chaque occasion. En faisant ainsi, on grandit sa propre secte en même temps qu'on sert l'autre. En faisant autrement, on nuit à sa propre secte en même temps qu'on dessert l'autre.

C'était au troisième siècle avant Jésus-Christ. A travers son empire qui s'étendait des chaînes montagneuses de l'Hindou-Kouch et de l'Himalaya jusqu'au Deccan, Asoka avait fait graver ses édits sur des piliers surmontés de trois lions : l'emblème de sa dynastie, les Mautyas. L'empereur converti au bouddhisme, entendait ainsi faire respecter à ses sujets un des préceptes fondamentaux de cette religion : la tolérance.

Cette tolérance, empruntée à la tradition hindoue est, en fait, bien plus qu'un idéal ; c'est un mode de vie basé sur une conception de la société qui s'écarte radicalement de celles des démocraties occidentales. Si chez nous, la tolérance est le produit d'une révolution de la pensée, celle de l'Inde puise sa justification dans un système social profondément inégalitaire : celui des castes...

Progressivement imposé à la société indigène par les Indo-européens entre les XV<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles avant J.C., le système des castes, d'origine sacrée, divise la société en quatre grands varnas (*couleurs* en sanskrit). Au sommet de la hiérarchie, les brahmanes, prêtres, viennent

ensuite les kshatriyas, rois et guerriers, les vaishyas, commerçants et artisans et enfin les shoudras, paysans. Concrètement subdivisée en jâtis (castes réelles), la société indienne est du type organique mis en évidence par Georges Dumézil, théoricien des trois fonctions dans les sociétés indo-européennes. Dans cette société hautement hiérarchisée, le pouvoir naît du statut conféré par un certain degré de dignité spirituelle. Un statut rituel et non social au sens où nous l'entendons. On naît dans une caste, on meurt dans cette caste.



Gandhi

Il n'est pas étonnant que certains d'entre nous soient indignés à l'idée que les castes vivent en ghetto. Or, personne ne les y enferme qu'eux-mêmes, au contraire des véritables ghettos. Dans un tel contexte culturel, où chacun reste à sa place, les différences ne sont pas perçues comme des menaces et de ce fait ne déclenchent pas d'agressivité.

Cette conception de la tolérance, radicalement opposée à la nôtre, est née dans un type de société où religion, social et politique sont intimement liés. Si l'individu y trouve sa place en tant que division du tout social, l'individualisme qui sous-tend nos conceptions de la société, du pouvoir politique et de la tolérance même, en est tout à fait absent...

## L'individu, valeur fondamentale de la tolérance occidentale...

C'est à Saint Thomas d'Aquin que l'on doit d'avoir opposé le premier le concept de *Societas* : association pure et simple, à celui d'*Universitas*, corps social, tout dont les êtres humains ne sont que des parties, un type de société qui était de règle en Inde jusqu'à l'avènement de l'empire britannique. Au XIV<sup>e</sup> siècle, le grand scolastique franciscain, Guillaume d'Occam, affine le concept de *Societas* en préconisant un droit s'attachant, non à un ordre naturel et social, mais à l'être humain particulier. L'individu, au sens moderne du terme était né. Avec ce penseur, la notion de communauté cède la place à celle d'association libre et volontaire d'individus en une société. Inspiré par la parole égalitaire de l'Ancien et du Nouveau Testament, Luther prônera la dignité semblable de tout homme et sa liberté de choisir un *ministre* pour le représenter devant Dieu. Ardent défenseur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il connut un illustre prédécesseur en la personnalité du théologien Marsile de Padoue (qui fait découler les persécutions religieuses du cumul des pouvoirs spirituels et temporel). La rivalité entre les papes et le Saint Empire romain germanique qui fait rage aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles reflète bien l'évolution de la pensée au cours de cette période.

Il faut attendre le XVII<sup>e</sup> siècle pour que l'idée de contrat entre gouvernements et gouvernés passe dans le domaine politique. Le contrat social, fondateur de l'état moderne commence à s'imposer. Charles I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, y laissera sa tête au profit des *têtes rondes* d'Olivier Cromwell. La représentation parlementaire devient une urgence. La société prend un autre sens que celui d'héritage culturel, elle devient une collection de

partenaires égaux en droits. Les classes bourgeoises révoltées contre le despotisme royal ont su trouver, avec l'égalitarisme de la première lettre chrétienne, un moyen d'accéder au pouvoir politique. Développées en France par Jean-Jacques Rousseau, les notions d'égalité naturelles et de contrat social n'en présentent pas moins de nombreux traquenards. Comment déduire un droit social d'un droit naturel ? Pourquoi la bonté naturelle de l'homme se trouve-t-elle inmanquablement corrompue par la société ?



Jean-Jacques Rousseau

Rendue responsable de tous les maux, la société civile ne peut trouver de salut que dans le politique : « tous ces vices n'appartiennent pas tant à l'homme qu'à l'homme mal gouverné » déclare Rousseau dans la préface au *Narcisse* en 1752. Certains auteurs, dont Louis Dumont, voient dans l'évolution du concept de société à cette époque, les germes du danger totalitaire. En effet, si l'individu y gagne en intériorité, il y perd en réalité, oubliant que de tout groupe humain se dégagent des élites. La déclaration des droits de l'homme de 1789, elle, ne s'y trompe pas qui stipule que « les hommes naissent libres et égaux en droit, les distinctions sociales ne pouvant être fondées que sur l'utilité commune » (article I). « Le but de toute association politique, poursuit-elle, est la conservation des droits naturels et imprescripti-

bles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ». De ce texte, qui doit beaucoup aux *Bills of rights* de la révolution américaine et qui inspirera les constitutions de tant de pays, découlent la liberté de conscience, l'égalité des natures et celle des individus. Malheureusement, cette égalité en droits, source de notre forme culturelle de tolérance, a connu les corruptions que l'on sait. Un égalitarisme totalitaire sévit, qui confond l'égal et l'identique, et ce faisant produit de l'intolérance vis à vis de l'autre vécu alors comme non égal puisque différent. Les rapports entre l'émancipation des juifs et l'antisémitisme moderne en sont un exemple frappant.

C'est à la fois la grandeur et les servitudes de l'égalitarisme que le pouvoir colonial britannique a léguées à l'Inde indépendante.

## Les castes entrent en concurrence

A côté du pilier d'Asoka, symbole de sa tolérance antique, l'Inde s'est dotée, en 1949, d'une Constitution contenant les notions de libertés individuelle et de liberté de conscience héritées de la préconception idéologique des Anglais. Des notions que le Mahatma Gandhi a remarquablement su intégrer à la tradition indienne tout au long de la lutte de son peuple pour l'indépendance. Les mouvements de protestations qu'il a animés étaient basés sur l'action non violente et la désobéissance civile ou *Satyagraha* (en sanskrit : *attachement à l'authentique*) en même temps que ses prises de position en faveur de l'émancipation des intouchables, empruntaient à l'humanisme égalitaire occidental. Depuis l'indépendance, les indiens sont libres et égaux en droit. La notion de caste est supprimée...

De fait, la tradition a su résister aux greffes idéologiques et, si certaines des luttes sociales en Inde peuvent être qualifiées de lutte des classes, les luttes de castes sont autant, sinon plus sensibles, dans la vie politique. La solidarité de castes étant très vivace, celles-ci se disputèrent âprement les bénéfices du développement économique de l'Inde moderne. Les castes sont entrées en concurrence...

Nous sommes désormais très loin du modèle traditionnel de société organique marquée par l'interdépendance économique des castes. Les intouchables, exclus du système social et par suite du droit de propriété foncière, réclament le droit d'être traités en citoyens égaux. Mais les programmes de distribution de terres aux intouchables se sont parfois soldés par des violences, voire des meurtres, les paysans de haute caste n'acceptant pas l'accès des intouchables au statut de propriétaire terrien. Leurs villages sont fréquemment incendiés. Ces voies de fait contre ceux qui réclament l'égalité sont l'illustration flagrante du dérapage possible de l'égalitarisme ; si les intouchables ont le droit de posséder de la terre, ils peuvent prétendre rejoindre la caste des hindous, qui ne peuvent l'accepter. L'égalité, devenue intolérable, provoque l'intolérance.

Périodiquement, certains états du nord de l'Inde sont le théâtre d'émeutes organisées par des hindous de caste protestant contre des mesures favorisant la promotion sociale des intouchables ou de certaines basses castes. En 1980, la ville de Bombay connut de graves incidents. Il avait été question de donner le nom d'Ambedkar, père de la constitution indienne et né intouchable à un collège universitaire... Touché par la grâce de l'égalitarisme, l'Inde en connaît aussi le principal tourment : comment faire entrer l'égalité dans la différence dans les faits ?

Renée DAVID

(1) « Les inscriptions d'Asoka » traduites et commentées par Jules Bloch dans la collection Emile Semart de la Société d'édition « Les belles lettres » 1950.

(2) « Mythe et épopée - l'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens » par Georges Dumézil. Bibliothèque des sciences humaines. Gallimard 1968.

(3) « La genèse de l'individualisme occidental » par Louis Dumont dans la revue « Esprit » février 1978.

(4) « L'Inde en mutation » dossier réalisé sous la direction d'Isabelle Milbert dans la revue « Economie et Humanisme » n° 266 Juillet/Août 1982.

A lire

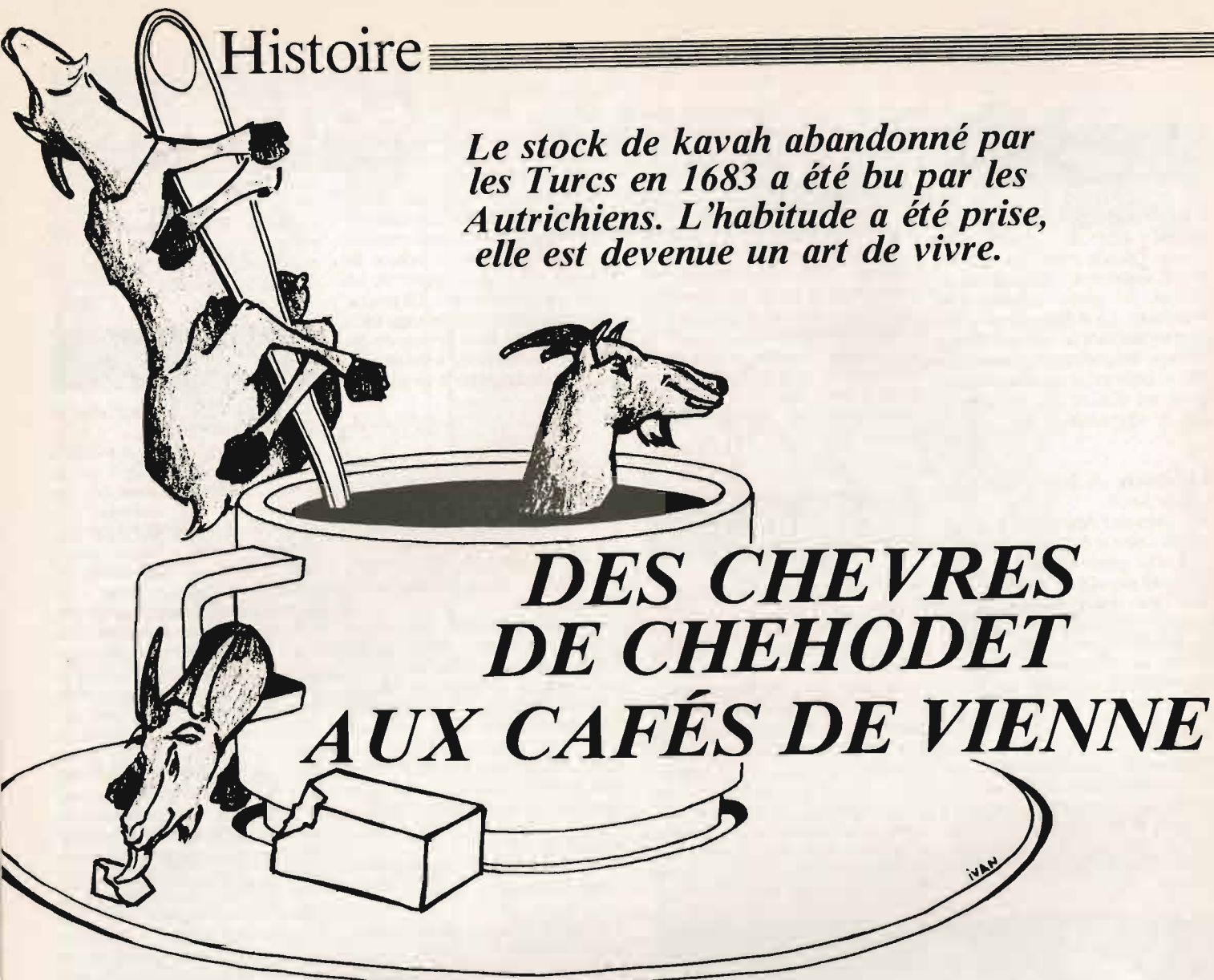
« La civilisation indienne et nous » par Louis Dumont - Armand Colin 1975.

« L'historien et l'égalité » par Emmanuel Le Roy Ladurie dans l'ouvrage collectif « Le racisme : mythe et sciences » Editions complexe 1981.

« Homo Hierarchicus-le système des castes et ses implications » par Louis Dumont, collection « Tel » Gallimard-réédition 1979.



*Le stock de kavah abandonné par les Turcs en 1683 a été bu par les Autrichiens. L'habitude a été prise, elle est devenue un art de vivre.*



## DES CHEVRES DE CHEHODET AUX CAFÉS DE VIENNE

Dans les solitudes des Monts du Djebel Sabar, sur le littoral de la Mer Rouge, les chèvres du couvent de Chéhodet, domaine d'Allah, comme tous les biens de la terre, étaient accoutumées à de lointaines escapades vers des hauteurs désertiques. Or, selon la légende que transmet Antonion Fausto Noirone, un savant maronite, qui écrit en 1671 un ouvrage sur le café, au retour de l'une de ces fugues, les chèvres s'en revinrent comme ivres, démentes, ensorcelées ; certaines ajoutent même qu'elles jouaient des claquettes et galopaient nuit et jour, sans jamais s'arrêter. Les bergers durent se rendre à l'évidence : les chèvres ne voulaient plus dormir, elles étaient devenues insomniaques.

Pour résoudre ce mystère, on fit appel à l'imam du haut de la montagne qui, avec son disciple Daoud, conseillèrent de suivre les chèvres dans leurs fugues nocturnes : si elles avaient brouté une plante maléfique, il fallait la découvrir. Après trois heures d'escalade, ils trouvèrent des arbrisseaux, de deux à quatre mètres de haut, que personne n'avait jamais remarqués. En partie arrachés, voire ravagés par les chèvres, c'était là sans doute la nourriture ou le poison funeste qu'elles avaient absorbé.

Curieux de nature, l'imam décida de goûter la plante. Il jeta les feuilles et les fleurs pour ne garder que les noyaux. Après les avoir fait sécher, il les lança dans l'eau bouillante et obtint un liquide noir, amer.

Il but de ce breuvage et le partagea avec les moines du couvent de Chéhodet. L'ivresse, et aussi l'exaltation, la joie, les gagnèrent progressivement : ils planaient, hors du monde. Pleins de gratitude, ils donnèrent au noir breuvage le nom de **Kavah**.

terme qui signifie **plante qui ravit, qui donne de l'envolée**. Ainsi faisant, ils songeaient au roi persan Kavus Kaï qui, selon les textes de l'Avesta, s'était élevé dans les cieux sur un char ailé.

### Le butin du héros

Une autre légende néo-persane explique que le Prophète étant malade, Allah lui envoya un messenger ailé, Gabriel, pour le guérir par un élixir magique appelé **kuekwa**, l'excitant. L'une et l'autre donnent à penser que le café, sans doute originaire de Somalie et d'Ethiopie, fut d'abord la boisson de choix des civilisations arabes et persanes. Aux environs du IX<sup>e</sup> siècle, les habitants d'Afrique du Nord et d'Arabie du Sud avaient coutume d'en boire. En outre, à la même époque, ce breuvage était utilisé lors de cérémonies religieuses, de la même façon que le vin dans les rites juifs ou chrétiens.

Et le café se répandit dans tout le monde islamique, au rythme lent des caravanes par lesquelles il était acheminé. Progressivement goûté en Egypte, en Libye, en Mésopotamie, il devint en Turquie la boisson nationale.

Cette plante, ce philtre magique, accompagnait toujours les soldats turcs dans leurs campagnes guerrières, pour maintenir, dit-on, leur ardeur au combat. Comme d'habitude, le vizir Kara Mustapha avait, pour assiéger la ville de Vienne, fait transporter sa *drogue* préférée, et en quantité respectable puisque quelque cinq cents sacs de **kavah** avaient été prévus. Précaution inutile, cette fois, car en 1683, les grands conquérants du monde, même exaltés par le café, furent repoussés des portes de Vienne.

L'histoire raconte que l'empire austro-hongrois dut en partie sa victoire à un certain Kolschitzky, d'origine polonaise, et parlant la langue des envahisseurs. Grâce à une ruse de guerre, il sortit de Vienne et, déguisé en Turc, traversa les camps ennemis pour avertir les alliés germano-polonais.

Grâce au soutien que ces derniers apportèrent aux assiégés, les Turcs furent vaincus. Dans leur retraite, ils laissèrent les sacs de précieuses fèves encore inconnues des Autrichiens : le café. Juste récompense, ce butin fut attribué à Kolschitzky qui décida de le partager avec ses compatriotes de la façon la plus originale qui soit : il ouvrit à Vienne la première maison de café.

Le café Kolschitzky, situé au centre de Vienne près de la cathédrale Saint-Stéphane, avait à l'origine six tables de marbre, quatre bancs, six chaises, un grand miroir, et au mur, un portrait de l'empereur. A l'époque, deux tasses de café à la crème coûtaient quatre kreuzers.

L'ouverture de ce premier établissement fut un succès, et l'initiative de Kolschitzky rapidement imitée. En 1700, il y avait quatre maisons de café à Vienne. En 1747, il y en avait onze, en 1873, deux cents, et en 1938 environ douze cent quatre-vingts.

### La valse des cafés

Les cafés devinrent le lieu de prédilection des Viennois. Ils y venaient plusieurs fois par jour. Non seulement pour déguster ce qui était déjà leur boisson favorite, mais aussi pour connaître les nouvelles du jour, depuis qu'un certain cafetier nommé Cramer eut l'idée de mettre des journaux à la disposition de ses clients. Journaux en langue allemande, mais aussi en langues étrangères, qui transformaient les cafés en salons de lecture.

Centres littéraires, philosophiques, voire musicaux, les cafés réunissaient quotidiennement l'élite de la société viennoise, et aussi toutes les couches sociales de la capitale. Chaque corporation avait son propre café, des marchands de tissus aux vendeurs de chevaux, en passant par les dentistes. Quant aux écrivains, policiers, journalistes et musiciens, ils y passaient, dit-on, une partie de leur journée. Brahms avait coutume de jouer au café Impérial ou au café Heinrichlof ; Sigmund Freud se plaisait aussi à observer ses compatriotes dans les cafés.

En 1982, les cafés de Vienne n'ont rien perdu de leur charme un peu désuet, de leur animation chaleureuse ou au contraire de leur calme quasi-religieux. Il y en a des centaines dispersés dans tous les quartiers de la ville, chacun ayant son style, son atmosphère particulière, ses habitués. Modeste ou somptueux, le café reste pour les Viennois un lieu privilégié de rencontres, de lecture... et de dégustation. Les experts affirment en effet qu'il existe quelques vingt-huit modes différents de préparation du café : du traditionnel café viennois à la crème, jusqu'au café turc, servi sans rancune, sur un plateau d'argent.

Les établissements les plus traditionnels ont conservé leur décor baroque, architecture de la ville oblige, avec tables rondes en marbre, glaces rococos, candélabres, peintures luxuriantes.

Café-palais, café-salon, café-maison, café-concert, et même café-galerie où sont exposées les toiles d'un peintre de talent, les cafés demeurent un point de repère important dans le quotidien des Viennois. Il est significatif d'un art précieux : l'art de vivre.

Monique CIPRUT

## le Livret de Caisse d'Epargne de la Poste

**un placement sûr, rentable et disponible à tout moment**

**PTT**  
le contact



France  
Loisirs

Votre Club!

# 1 foyer sur 6 déjà est adhérent à France Loisirs

- un catalogue trimestriel gratuit
- plus de 400 livres reliés, des disques, des jeux
- des prix exceptionnels
- des achats «à la carte» par correspondance ou dans nos 190 boutiques près de chez vous

FRANCE LOISIRS - Service 1000 - B.P. 6 - 75759 PARIS CEDEX 15

prêt à porter  
féminin

# SIGUY

36, RUE DU CAIRE  
PARIS 2  
☎ 508 09.42

Le spécialiste du

## NAPPERON

### RAYON-FOR

142, rue du Temple - 75003 PARIS

Téléphone 887-33-50

GRAND CHOIX DE MODÈLES EXCLUSIFS

Impartation de Chine brodée main

Linge de maison - Layette

## BONNETERIE

R. C. Seine 57 B 751  
Imp. Papot, Nozay

## STEPHANE MEN'S

DISCOUNT DE LUXE

8, rue d'Avron - 75020 PARIS - Tél. : 373.12.52  
LES GRANDES MARQUES DU PRÊT A PORTER MASCULIN

A DES PRIX E-TON-NANTS !

Ouvert tous les jours de 10h à 19h30

TRANSFORMATEURS  
SELFS  
BOBINAGES DIVERS  
CONSTRUCTIONS  
RADIO-ÉLECTRIQUES

## MAXWELL

296, rue de Rosny - 93 MONTREUIL  
Tél. 287.75.26.

*Nous publions ici deux interventions qui n'avaient pu trouver place dans le débat du mois dernier, consacré au droit d'asile. Que leurs auteurs nous en excusent.*

## DROIT D'ASILE

Michel de la  
FOURNIÈRE

Secrétaire National du Parti Socialiste

« Faire porter sur les réfugiés politiques l'essentielle de la présomption terroriste est non seulement injuste mais aussi quelque peu absurde »

Dans l'esprit de certains, il s'agit de réviser le droit d'asile dans le sens d'une réduction. Ceux-là sont sensibles à la réaction de l'opinion publique face au développement du terrorisme, et établissent un lien entre la présence d'étrangers sur le sol national, et la multiplication des attentats commis par des étrangers. Cet amalgame est tout à fait injustifié. On ne peut en dire autant des touristes ! Mais alors faudrait-il fermer les frontières au tourisme étranger, alors qu'il est si rémunérateur pour notre industrie hôtelière ? On s'en prendra aux travailleurs immigrés, au mépris de l'équité et au risque d'affaiblir encore notre économie ?



La vérité est qu'il est très facile pour des terroristes internationaux de pénétrer en France pour y accomplir leurs forfaits. La lutte contre ces criminels ne peut se faire que par les moyens de la police classique, fortement coordonnés sur le plan international, même si cette lutte est ingrate, même si les résultats se font attendre. La Gauche française a toujours lutté pour le respect du droit d'asile et s'est opposée à la Convention européenne de janvier 1977 qui y portait atteinte. Si aujourd'hui le gouvernement de la Gauche, pour donner une satisfaction à la fraction de l'opinion publique qui réclame un exemple, était amené à limiter les cas où l'asile est offert, on peut se demander dans quels pays cette pratique subsisterait pleinement.



R. P. RIQUET

« Il est bon que la France offre un refuge à ceux qui risquent d'être privés de leur liberté ».

Depuis longtemps le droit d'asile tel qu'il fut reconnu et pratiqué dans la chrétienté médiévale et plus encore dans le peuple hébreu selon la législation mosaïque a cessé d'être admis et pratiqué en Europe. Dès 1539, l'ordonnance de Villers Cotterets en avait privé les églises et les cloîtres. Dans la France d'aujourd'hui plutôt que du droit d'asile, il est question du statut légal des réfugiés politiques auxquels la France offre un asile sur son territoire. Personnellement je pense qu'il est bon que la France offre un refuge à ceux qui, sans être coupables d'aucun crime ou délit de droit commun, risquent d'être privés de leur liberté dans leur pays d'origine en raison de leurs idées politiques ou de leurs convictions religieuses. C'est ce que prévoit la législation actuelle qui requiert de ceux qu'elle admet au bénéfice du statut de réfugié politique qu'ils s'abstiennent de toute activité contraire au bon ordre de la société qui les accueille et, en particulier, de toute participation à des entreprises terroristes.

La loi étant ce qu'elle est, il ne me semble pas qu'il soit opportun de la modifier mais seulement de veiller à sa stricte application. Ce qui ne fut pas toujours le cas.

## Agenda

■ 27 octobre

Inaugurées le 27 octobre, deux expositions à voir : les travaux du groupe Grapus et « l'apartheid le dos du mur », organisée par le MRAP et qui présente des affiches contre la politique sud-africaine venues de 80 pays. Musée de l'Affiche - 18, rue de Paradis, 75010 Paris.

■ 2-5 novembre

Terre des Hommes et les Chrétiens de Meaux organisent dans cette ville une semaine sur le Chili. Films, débats, mais aussi une exposition de peinture : « Le droit d'être un enfant ». Renseignements au S. Ovdelin, 12, rue Tronchon, 77100 Meaux.

■ 8 novembre

Début du festival de danses et de musiques de Chine, d'Inde, d'Afrique, d'Orient et de France organisé par Viva à Villeurbanne. Renseignements : 803.93.86.

■ 8-13 novembre

Le MRAP organise à Meaux une semaine de cinéma africain dans les locaux du salon d'honneur de l'Hôtel de Ville. Renseignements à la mairie.

■ 8-13 novembre

A Annecy, les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active organisent des séquences de sensibilisation aux conditions de l'immigration. Ces stages sont ouverts à tous. Renseignements : (76) 87.21.02.

■ 9-18 novembre

Hanuman Danse Theatre présente : Les mémoires d'un feu, créé et interprété par Poumi Lescaut, au centre culturel de la Rose-Croix, 199 bis, rue St-Martin, Paris 3<sup>e</sup>, tél. 271.99.17, du 9 au 18 novembre 1982 à 20 h 45 (relâche le lundi).

■ 11-14 novembre

Colloque sur la culture orale et les musiques populaires, à Pontivy. On s'interrogera sur les possibilités de diffusion. Renseignements : Marie-Lou Po-chic. (97) 36.42.71.

■ 12-22 novembre

Festival international du film fantastique à Paris. Trois films par

soir au Rex pour ce festival, dont une partie sera consacrée à l'Amérique latine. Renseignements : 555.73.08.

■ 17-30 novembre

Projection tous les jours à 19 h à la bibliothèque de Beaubourg du film « Tendresse et colère » de J. Flutsch, qui raconte la vie quotidienne d'une famille de Tsiganes en Suisse.

■ 21-30 novembre

Dans le hall de la gare de Rouen, l'association pour l'accueil et la formation des travailleurs étrangers organise une exposition sur le thème « Travail et culture d'origine ». Renseignements au centre Jim Vaillant (35) 88.58.94.

■ 23 novembre

Journée d'études organisée par le comité médico-social pour la santé des migrants, et consacrée à l'alimentation dans les milieux immigrés. Renseignements : 233.24.74.

■ 24 novembre

Colloque sur le cinéma géorgien, organisé par l'association France-URSS, en présence de nombreux réalisateurs, et précédé d'une semaine de projections. Renseignements : 501.59.00.

26 novembre

Au Plessis Robinson, dans le cadre des expositions Pleins feux sur l'Amérique latine, le Cuarteto Cedron viendra chanter ses tangos de la révolte. Église Ste-Marie Marguerite. Renseignements : 631.15.00.

■ Du 26 au 5 décembre

Le comité local du MRAP reçoit à Tourcoing l'exposition itinérante intitulée « Peuples d'ici et d'ailleurs », 80 photos pour l'amitié entre les peuples. Mairie de Tourcoing.

■ 25-26-27 novembre

Exposition-vente d'œuvres offertes par des artistes contemporains, dont Pignon et Vasarely, à la Commission centrale de l'enfance. 14, rue de Paradis, 75010 Paris.





*Pour son premier anniversaire, Différences s'offre un sondage, comme les grands. Voici vos réponses.*

## LECTEURS, QUI SOMMES-NOUS ?



*Nous y sommes en majorité abonnés, et nous habitons massivement la Province. Nous allons, pour la plupart, au cinéma une fois par mois. Voir quoi ? Ça, on ne le dit pas.*

*Est-ce que le champ des différences ne se réduit pas trop aux origines, aux cultures et à la couleur de la peau ? Les questions du sexisme, de l'homosexualité, des handicaps personnels et sociaux sont-elles assez évoquées ?*

*Nous trouvons Différences un peu primaire, c'est-à-dire anti-communiste et pro-communiste, puis anti-américain et anti-soviétique, ou encore trop anti-sioniste et pas assez pro-palestinien. La tête nous tourne !*

*Nous ne tenons aucun, mais alors aucun compte des indications du journal pour le choix des lectures et celui des spectacles ; elles sont pourtant d'une extrême qualité...*

*Nous avons entre 25 et 50 ans et plus encore entre 25 et 34 ans.*

*Nous avons un ou deux enfants, mais la proportion de célibataires reste très élevée, peut-être qu'une rubrique courrier du cœur, petites annonces... mais nous ce qu'on en dit...*

*Nous trouvons le journal un peu cher. Pourtant nous ne sommes pas smicards, même si certains d'entre nous ont du mal à les joindre.*

*Nous nous réjouissons, chaque fois que s'exprime notre solidarité avec les travailleurs immigrés et les peuples opprimés.*

*Nous voyons en la pub un mal plus que nécessaire, d'autant qu'elle est finalement assez discrète.*

*Nous sommes des employés du secteur public et notamment des enseignants, mais aussi des cadres et des professions libérales.*

*Nous apprécions les dossiers qui nous mènent à la rencontre de cultures différentes, il ne faudrait pas hésiter à les étoffer davantage.*

*Nous souhaiterions qu'on fasse la part plus belle aux artistes et aux créateurs, qu'on encourage un certain pluralisme, particulièrement l'expression par elles-mêmes des minorités victimes du racisme.*

*En définitive, au-delà de ces quelques morsures, « Différences » doit faire ses dents. Conscients de la faiblesse de ses moyens, nous lui sommes très attachés et lui souhaitons longue vie.*

Julien BOAZ

**D**ifférences, nous le trouvons excellent tel qu'il est, vivant et facile à lire. C'est un journal de qualité, d'un bon format, qui traite de sujets variés. « Ça démarre très fort »... mais nous ne sommes pas unanimes. Et même, il y a des contradictions entre nous.

Nous lisons surtout le Monde, mais aussi l'Huma, Libé et Le Matin. Très peu le Figaro, jamais Minute.

Nous lisons volontiers Différences jusqu'à la dernière page, pendant une à trois heures, avant qu'un ou une autre ne nous l'arrache des mains.

Nous sommes très radio, assez télé et pas spécialement sportifs.

Nous sommes allés aux écoles. Différences est pour nous un instrument de travail, bien informé, peut-être pas suffisamment engagé.

Il nous semble légèrement intello, voire un peu tristounet. Les textes manquent d'air et sont trop longs ou trop courts, c'est selon. Côté jardin, on aurait tout à gagner à forcer sur la photo, l'illustration et la couleur.

Nous avons quelques regrets : chaleur et humour ne sont pas ses caractéristiques principales, il arrive toujours un peu tard.

# DES MAGASINS POUR DES TEMPS NOUVEAUX



BESANÇON : 1, rue Gambetta

LA ROCHE-SUR-YON : 11, rue Stéphane-Guillemé

LE HAVRE : 222/228, rue Aristide-Briand

GRENOBLE ST-MARTIN D'HERES :

72, avenue Gabriel-Péri

GRENOBLE ECHIROLLES : Grand Place



BESANCON : 1, rue Gambetta

LA ROCHE-SUR-YON : 11, rue Stéphane-Guillemé

LE HAVRE : 222/228, rue Aristide-Briand

GRENOBLE ST-MARTIN D'HERES : 72, av. G.-Péri

GRENOBLE ECHIROLLES : Grand Place

GRENOBLE FONTAINE : Centre Commercial Record

ORGEVAL : Centre Commercial "Les seize arpents"

# livres pour comprendre

# L'ÉTAT DU MONDE

Plantu

## Les cours du caoutchouc sont trop élastiques

En 128 pages... le tiers monde en noir et blanc. Plantu, collaborateur du journal *Le Monde*, a rassemblé ici ses dessins les plus récents. Plusieurs d'entre eux sont inédits, d'autres sont parus dans *Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, *Croissance des jeunes nations*, *La Vie*, *Presses de l'Unesco*, *Phosphore*, etc.



Hors collection, format 16,5 x 24, 48 F.

Sous la direction de François Gèze, Yves Lacoste, Alfredo Valladao



## L'état du monde 1982

*Annuaire économique et géopolitique mondial*

Après le succès de l'édition 1981 (40 000 exemplaires vendus), voici l'édition 1982 de *L'état du monde*, complètement renouvelée, actualisée et augmentée. 129 articles de fond, 157 tableaux de statistiques fiables et récentes, 80 cartes et 800 adresses utiles.

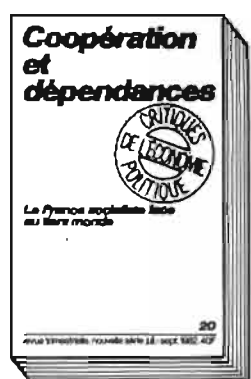
640 pages, 68 F.

Critiques de l'économie politique n° 20

## Coopération et dépendances

*La France socialiste face au tiers monde*

Le premier bilan critique de la politique de coopération avec le tiers monde du gouvernement de François Mitterrand. Un bilan qui n'ignore pas les limites héritées du passé colonial, mais aussi sans complaisance pour les insuffisances et les ambiguïtés.

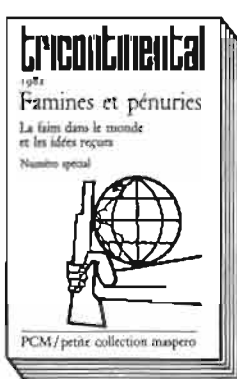


Revue trimestrielle, 40 F.

Tricontinental 1982

## Famines et pénuries

*La faim dans le monde et les idées reçues*



30 millions de morts de faim par an? Le Sud nourrit le Nord? L'aide au développement insuffisante? Autant de questions dont les réponses sont moins évidentes qu'il n'y paraît. Dans ce dossier, 15 auteurs — dont Susan George, Jacques Chonchol, François de Ravignan, François Partant — proposent une approche du drame de la faim dans le monde en rupture avec le discours moralisateur trop habituel, qui rend mieux compte de la dimension politique du problème, de sa complexité, et des véritables responsabilités.

Petite collection Maspero, 30 F.



## François Maspero